

Nourrir l'Avenir

Numéro 28
Octobre 2012

Une place privilégiée aux agricultrices

Conçu comme « une stratégie sur deux fronts pour le développement des petits producteurs : la lutte contre la faim et la lutte contre la pauvreté », d'après la Directrice générale de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA), Juliana Rwelamira, le Plan stratégique de la SAA pour 2012-16 se concentre, dans une large mesure, sur « les producteurs qui étaient jusque-là écartés des services de vulgarisation, en accordant une place privilégiée aux agricultrices. »

Aujourd'hui dans sa première année de mise en œuvre, « nos travaux de lutte contre la faim sont principalement axés sur les petits producteurs, qui ont traditionnellement été ignorés des services de vulgarisation, et dont la moitié achète de la nourriture pendant l'année – ce qui veut dire qu'ils ne produisent pas assez pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille. Certes, ils vendent probablement une petite partie de leurs produits, mais ils achètent plus de nourriture qu'ils n'en vendent – faute de quoi, ils ont faim. »

« Il s'agit des petits producteurs dont la principale préoccupation est la sécurité alimentaire. Ceux qui sont ciblés par nos actions de lutte contre la pauvreté sont déjà des vendeurs nets de denrées alimentaires ou bien ils ont le potentiel de le devenir. Ce sont des petits producteurs orientés sur le marché. »

Dans ses quatre pays phares – l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda – la SAA a segmenté ses participants cibles en trois sous-groupes. Le premier comprend 280 000 agriculteurs, dont la moitié sont des femmes qui ont une faible efficacité technique et qui n'ont pas bénéficié de services conseils en vulgarisation. L'objectif du programme est d'accroître les rendements agricoles de 50 %.

Tournés vers les marchés

Le deuxième groupe est constitué de petits producteurs davantage tournés vers les marchés (ceux qui disposent d'un excédent de production) et désireux d'accroître leurs rendements et d'adopter de meilleurs systèmes post-récolte et des techniques améliorées de manutention et de stockage. Quelque 120 000 agriculteurs relèvent de cette catégorie.

Le troisième groupe est composé de membres d'entreprises agroindustrielles – bien souvent, il s'agit de femmes avec de maigres ressources, qui consacrent leurs travaux à la valorisation des produits



La Présidente de la SAA, Ruth Oniang'o (à gauche), rend visite à des agricultrices dans le district de Mityana, dans le centre de l'Ouganda en juillet 2012. Voir son message à la page 2.

alimentaires par leur transformation et qui commercialisent les produits de leur entreprise.

Comme l'explique Leony Halos-Kim, Directrice de la Thématique 2 (Systèmes post-récolte et agroindustrie), « l'autonomisation des productrices par le biais d'un accès à des informations importantes, à une formation et aux technologies, leur a permis de gagner en assurance afin de renforcer leurs capacités entrepreneuriales... les femmes fonctionnent en groupes car elles n'ont pas les capitaux requis pour investir dans des équipements. »

Malgré leur importante contribution à l'agriculture africaine – et tout aussi efficaces que leurs collègues masculins quand l'opportunité leur est donnée – les femmes sont confrontées à de multiples restrictions en termes d'accès à des actifs clés, y compris l'accès aux terres, au crédit, à des semences à haut rendement, aux services conseils et de vulgarisation et aux engrais. Pourtant, une réduction de ces inégalités en termes de capitaux humains, physiques et d'intrants immédiats entre les femmes et les hommes du secteur primaire pourrait doper la productivité agricole de 10 à 20 %.

D'après Catherine Ragasa de l'IFPRI (International Food Policy Research Institute), « pour comprendre

pourquoi la productivité agricole est souvent plus basse dans le cas des femmes, il nous faut une meilleure appréciation des obstacles auxquels elles sont confrontées et nous devons trouver des solutions pour remédier à ces contraintes spécifiques et aux difficultés qu'elles engendrent (voir le compte rendu du Symposium Borlaug, à la page 20).

Davantage de ressources de vulgarisation

Et de poursuivre : « nous ne devrions même pas parler de l'adoption de technologie par les femmes ; nous devrions parler de concevoir des technologies et d'innover à leurs côtés. »

« Nous cautionnons totalement cette approche, » souligne Juliana Rwelamira. « Toutefois, notre théorie du changement consiste à cibler davantage de ressources de vulgarisation sur les agriculteurs mal lotis qui ont une piètre efficacité technique. Ces producteurs ont besoin d'accéder à un plus grand éventail d'options technologiques, et à des capacités renforcées pour sélectionner et adapter des pratiques à leurs circonstances propres, leurs champs, leurs conditions saisonnières et leurs ressources.

« C'est en cela que nous devons accorder toute notre attention aux besoins des agricultrices. »

SOMMAIRE



Yohei Sasakawa s'adresse au Symposium du souvenir à Bamako
Page 3



Étudiantes en milieu de carrière au Nigéria
Page 7



Évaluation de différentes variétés d'arachides en Ouganda
Page 16



Bulletin de l'Association Sasakawa pour l'Afrique

Fondateurs de la SAA:
Ryoichi Sasakawa,
Norman E. Borlaug,
Président Jimmy Carter



Un mot de la Présidente

Je suis ravie de mettre l'accent sur l'un des principaux piliers de notre programme en Ethiopie – notre appui aux agriculteurs tenus à l'écart des services de vulgarisation, dont bon nombre sont des femmes. Comme je l'ai écrit récemment, lorsque je me suis lancée dans le développement rural, il y a une vingtaine

d'années, les femmes travaillaient dur dans leurs champs pour subvenir aux besoins de leur famille, comme elles le font toujours aujourd'hui. C'étaient les hommes qui cherchaient un travail en ville, laissant aux femmes le dur labeur de produire des denrées à partir de terres qui ne leur appartenaient pas, et sans le moindre appui, qu'il s'agisse d'intrants appropriés ou de crédit pour les aider à amender les terres et à organiser leurs semis au moment opportun.

Pourtant, à l'époque, dans les zones rurales du Kenya, les agricultrices pouvaient compter sur les services de vulgarisation – et profitaient des visites assez régulières des vulgarisateurs, souvent reconnaissables à leur uniforme kaki. Désormais, dans nombre de pays d'Afrique, ce n'est plus le cas. De fait, suite aux programmes d'ajustement structurel des années 1980, il n'est pas rare qu'il n'y ait pas de services de vulgarisation opérationnels dans le pays. Les agricultrices – toutes des petites exploitantes démunies – sont condamnées à bosigner dans la plus grande solitude.

Heureusement, l'Ethiopie fait exception à la règle. L'Ethiopie prend les services de vulgarisation au sérieux. Ainsi, avec le soutien de la Fondation Bill &

Melinda Gates, la SAA, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, met en œuvre un projet visant à renforcer la prestation de services de vulgarisation, en s'efforçant de toucher les groupes marginalisés tels que les femmes, les agropasteurs, les jeunes et les agriculteurs très pauvres. La portée et les objectifs de ce programme sont impressionnants. C'est aussi un exemple de la politique de la SAA qui entend diversifier sa base de financement afin de compléter le soutien accordé depuis maintes années par son principal donateur, la Nippon Foundation. Ceci nous a permis de démultiplier, d'élargir et de diversifier nos programmes et d'accroître nos efforts afin d'autonomiser les services de vulgarisation.

Début juillet, je me suis rendue en Ouganda pour découvrir, en personne, notre programme sous la direction de Roselline Nyamutale. J'ai pris un plaisir tout particulier à rendre visite aux superbes parcelles de démonstration, gérées par des femmes, qui ont pu m'expliquer avec assurance les différents régimes d'application d'intrants. Il s'agissait pour elles de nouveaux domaines et les agricultrices ont pu m'indiquer ce qu'elles avaient l'intention de faire à l'avenir, en termes d'adoption et de diffusion du message. Si un problème était à déplorer – il portait en fait sur la moisson record attendue et sur le manque de capacités de stockage post-récolte. J'ai également été encouragée par l'intérêt des dirigeants politiques ougandais et par la solidité du programme SAFE à Makerere. Il ne fait aucun doute que notre programme progresse en Ouganda.

Hon. Prof, Ruth K. Oniang'o, PhD
Fondatrice, Rural Outreach Program (ROP)
Rédactrice en chef, African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development (AJFAND)
Professeure adjointe en nutrition, Université TUFTS, Etats-Unis

Message de la DG



« Nous ne pouvions réagir que d'une seule façon – nous engager à travailler encore plus dur pour faire en sorte que les efforts de Chris en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance des petits producteurs africains ne soient pas inutiles », confie la Directrice générale, Juliana Rwelamira

Il ne fait aucun doute que nous avons dû surmonter beaucoup d'épreuves cette année – et non des moindres la disparition soudaine en novembre 2011 de notre Directeur exécutif et Directeur des programmes, Chris Dowsell. Je dois reconnaître que ce coup dur a ébranlé l'organisation tout entière au plus profond d'elle-même. Chris était un modèle qui savait nous motiver et il n'y a pas un membre du personnel qui n'ait été profondément secoué par sa disparition. Nous ne pouvions réagir que d'une seule façon – nous engager à travailler encore plus dur pour faire en sorte que les efforts de Chris en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance des petits producteurs africains ne soient pas inutiles. Nous sommes résolument décidés à atteindre les objectifs qu'il nous a fixés. Ce sera le meilleur hommage que nous puissions lui rendre.

Nous avons aussi dû faire face à des zones d'instabilité dans deux des pays phares de l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) – au Nigéria et au Mali. Ces problèmes ont perturbé notre programme et, dans certains cas, ils nous ont forcés à suspendre une partie de nos travaux de terrain. Toutefois, dans ces deux pays, nos équipes ont poursuivi la mise en œuvre prudente de notre programme dans les zones du pays où le risque posé au personnel était minime.

Nouveau Plan stratégique de la SAA pour 2012-2016

Il ne fait aucun doute que le temps fort de 2012 a été la mise en place du nouveau Plan stratégique de la SAA. Le Plan, qui a été approuvé par le Conseil de la SAA en novembre 2011, couvre la période de 2012 à 2016. Il s'agit d'une feuille de route à suivre par tout le personnel, qui prescrit des jalons précis, des calendriers et des livrables. Les objectifs d'impact des différentes thématiques pour 2012 sont basés sur la première année du plan et des mécanismes sont en place pour mesurer les progrès accomplis et les résultats. A la fin de janvier de cette année, toutes les thématiques avaient finalisé leurs notes conceptuelles et leurs documents de procédure pour guider les équipes dans les pays phares et elles ont donc organisé des réunions de planification afin d'internaliser les procédures. En termes de gestion financière, les nouveaux systèmes de planification de programme et de budgétisation, y compris la notification mensuelle et trimestrielle des dépenses, ont été instaurés.

Les travaux de nos équipes thématiques et les progrès dans nos pays phares – l'Ethiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda – sont décrits dans ce bulletin.

Recrutement de personnel

Une personne est venue renforcer notre équipe d'encadrement supérieur. Au Nigéria, Sani Hussein Sagai a été nommé Directeur national adjoint et il supervisera également les partenariats et les marchés. Il apporte un savoir-faire en mission de conseil auprès d'un réseau de partenaires publics et privés.

Au niveau thématique, les directeurs de l'Amélioration de la productivité agricole (T1), des Systèmes post-récolte et de l'agroindustrie (T2), des Partenariats public-privé et de l'accès au marché (T3) et du Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (T5), ont finalisé le recrutement des membres de leur équipe dans les quatre pays phares, en étroite collaboration avec les Directeurs nationaux.

En Ethiopie, un plus grand nombre de chargés de programme ont été recrutés pour faire face à la charge de travail croissante qui découle d'un programme d'activités toujours plus étoffé. Un responsable administratif, un coordonnateur thématique et six chargés de programme ont été recrutés pour assurer la collaboration dans le cadre des projets financés par la Fondation Bill & Melinda Gates, le projet JICA-Tigray et le Programme alimentaire mondial. Au Mali et en Ouganda, des coordonnateurs de la Thématique 3 ont été recrutés pour remplacer ceux qui avaient démissionné en 2011. L'Ouganda a également recruté un chargé de programme supplémentaire pour l'Amélioration de la productivité agricole. A la différence des autres pays, l'Ouganda connaît chaque année une forte rotation du personnel, principalement du fait de la concurrence exercée par l'importante communauté de ONG dans le pays. Une situation semblable s'est manifestée pour la première fois cette année en Ethiopie, deux cadres supérieurs ayant rejoint l'ATA

(Agence pour la transformation des produits agricoles), un organisme semi-indépendant. Au bureau régional d'Addis Abeba, le chargé de programme de la Thématique 5 a rejoint l'équipe en janvier 2012. Il n'y a pas eu de changement dans le bureau de Tokyo. La parité hommes-femmes du personnel varie d'un pays à l'autre mais, globalement, pour l'ensemble de la SAA, elle ne cesse de s'améliorer. Plus de 40 pour cent des membres de notre personnel sont des femmes.

Croissance et développement du personnel

Comme on peut le comprendre, notre personnel est soucieux d'obtenir de nouvelles qualifications, d'améliorer ses performances, de conforter ses chances de promotion et d'accroître sa rémunération. Nous nous sommes déjà engagés à devenir une « Organisation d'apprentissage » qui évolue constamment pour faire face aux exigences d'hier et d'aujourd'hui – et cela englobe la motivation du personnel. Nous savons que nous agissons dans un marché du travail de plus en plus compétitif en Afrique – et que, en mettant en œuvre un programme de développement du personnel pertinent et solide, les problèmes que nous posons la rotation des effectifs que nous connaissons en Ouganda, et ailleurs, pourront être en partie résorbés.

Nous sommes à présent en mesure d'avoir recours au Fonds Borlaug pour le développement du personnel, qui a été approuvé par le Conseil en novembre 2011. Les critères ont été finalisés et nous avons émis des invitations au personnel à présenter des demandes de bourses d'études. Les premières subventions ont été approuvées à la mi-août 2012 pour un collaborateur désireux de se lancer dans un doctorat (PhD). Nous devrions procéder à de nouvelles approbations au fil du temps.

Bamako – un anniversaire dûment célébré

Deux anciens présidents africains, entretenant des liens étroits avec la SAA, ont participé à des cérémonies pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du programme Sasakawa-Global 2000 (SG 2000) en novembre dernier à Bamako. Organisées sous l'égide du Président du Mali, alors en exercice, Amadou Toumani Touré, les cérémonies ont vu la plantation d'un baobab par les anciens présidents Olusegun Obasanjo du Nigéria, ancien membre du Conseil d'administration de la SAA, et Nicéphore Soglo du Bénin, qui siège actuellement au Conseil.

Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, laquelle, au cours des 25 dernières années, a consacré plus de 210 millions de dollars aux projets de la SG 2000 dans 14 pays d'Afrique, a également assisté à la cérémonie de plantation d'arbre. L'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, était représenté par John B. Hardman, Président directeur général du Carter Center. Les cérémonies ont rendu hommage à la vie extraordinaire du Prix Nobel Norman E. Borlaug qui, pendant deux décennies, a dirigé la SAA en suivant le cap déclaré – montrer aux petits producteurs africains qu'il existait des technologies de production de denrées alimentaires en Afrique capables de doubler, voire de tripler, les rendements agricoles. SG 2000 a travaillé avec des dizaines de milliers de vulgarisateurs en première ligne et plusieurs millions d'agriculteurs

afin de tester des technologies à plus haut rendement pour le maïs, le blé, le riz, les légumineuses à grains et les racines et tubercules, mises au point par des organisations nationales de recherches africaines, en collaboration avec les centres internationaux de recherche agricole.

Norman Borlaug, le Président Carter et Ryoichi Sasakawa, le père de Yohei Sasakawa, s'étaient regroupés pour fonder la SAA et le programme SG 2000 en réponse à la famine dévastatrice de 1984/85 qui avait fait plus d'un million de victimes dans la Corne de l'Afrique et les zones de savane sahélienne d'Afrique de l'Ouest.

Norman Borlaug est mort en septembre 2009. Et c'est sur le sol africain, à Bamako en 2006, qu'il a prononcé son dernier discours – à l'occasion du vingtième anniversaire de la SAA/du programme SG 2000.

Wayne Leroy Haag

Wayne Haag, membre très apprécié de l'équipe initiale du SG 2000 de Norman Borlaug, dont l'objectif était de transformer la petite agriculture en Afrique, a perdu sa bataille contre le cancer en juillet dernier. Sa disparition brise un autre lien avec l'ère Borlaug, qui avait trouvé ses origines dans le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT). De fait, W. Haag a travaillé pendant 18 ans comme sélectionneur de maïs et ingénieur agronome pour le CIMMYT, tout d'abord à son siège au Mexique, puis en Egypte et en Turquie. De 1985 à 1989, il a travaillé sur le renforcement de la tolérance aux sols acides au sein du Programme régional sud-américain pour le maïs du CIMMYT basé au CIAT en Colombie, avant de répondre à l'appel de Norman Borlaug et de partir pour l'Afrique en 1990.

Avec le SG 2000, il a travaillé auprès des services locaux de vulgarisation agricole, des instituts de recherche et du secteur privé pour transférer des technologies à haut rendement aux petits agriculteurs, une tâche qu'il s'était fixée avec une détermination hors du commun. Il a occupé le poste de Directeur national du SG 2000 au Ghana (de 1990 à 1995) avant de partir s'installer en 1996 comme Directeur national au Mozambique, où il a travaillé dix ans avant de prendre sa retraite. Son immense talent était d'inspirer la loyauté et l'amitié au sein du personnel, de ses collègues et des organisations partenaires.

Son plus grand exploit est peut-être d'avoir réussi à propager le maïs à forte teneur en protéines (QPM) dans les pays du projet SG 2000, ajoutant ainsi une énorme valeur à la récolte en termes de bienfait nutritionnel pour la population et les animaux.

Son épouse dévouée, Noelia, lui survit.



Symposium du souvenir : Donnez leur chance aux agriculteurs

De hauts dignitaires du gouvernement malien, y compris le Premier ministre alors en fonction, Cissé Mariam Kaïdama Sidibé, et le ministre de l'Agriculture, Aghatam Ag Alhassane, ont pris part à un symposium qui revenait sur la vision initiale des fondateurs de la SAA/du programme SG 2000 – mais aussi tourné vers l'avenir, avec des sessions intitulées « De la recherche à la vulgarisation » ou encore « Repenser et redéfinir la vulgarisation ».



Yohei Sasakawa s'exprimant lors du Symposium : en partant de la gauche, l'ancien Président Soglo du Bénin, le Premier ministre du Mali alors en fonction, Cissé Mariam Kaïdama Sidibé et l'ancien Président Obasanjo du Nigéria.

D'éminents collaborateurs de divers autres pays d'Afrique, comme Steve Obimpeh, ancien ministre de l'Agriculture au Ghana, et Zerubabel Mijumbi Nyiira, Ministre d'Etat en charge de l'Agriculture en Ouganda, ont rejoint des représentants de plusieurs organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé et du monde des médias, pour examiner le rôle de la vulgarisation –

et, au final, l'importance de la chaîne de valeur jusqu'au consommateur.

Yohei Sasakawa, dans son discours, a fait référence à la chaîne de valeur comme un élément vital pour relier les petits producteurs au marché, dans une large mesure par l'intermédiaire des organisations paysannes et des coopératives agricoles.

« Ces opérations garantissent aux producteurs un revenu régulier

ainsi que la possibilité d'acheter et d'employer du matériel agricole – qui serait autrement trop coûteux pour qu'un producteur isolé puisse se permettre de l'acheter, » a-t-il ajouté. « Notre but est de créer le plus grand nombre possible de modèles réussis car ce sont ces réussites qui motivent les producteurs. »

En se tournant vers l'avenir, Yohei Sasakawa a fait référence au dévouement des fondateurs de la SAA et des premiers collaborateurs qui n'ont jamais oublié l'injonction de Norman Borlaug : « Ne jamais baisser les bras ».

Ce précepte a été repris par Chris Dowsnell pour clôturer le symposium ; celui-ci nous a mis en garde contre un certain degré de complaisance que peuvent susciter les cérémonies d'anniversaire.

« Nous avons encore bien du pain sur la planche, » a-t-il dit. « Nous devons examiner calmement chaque mesure que nous prenons, et la passer au crible d'un regard critique. »

Chris Dowsnell devait s'éteindre quelques semaines plus tard en novembre, à son retour au Mexique.



Des danseurs traditionnels Bambara saluent Yohei Sasakawa (troisième en partant de la droite) au moment où il pénètre dans le village de Madina auquel des délégués du symposium du souvenir ont rendu visite, comme au village de Selinkegny. Sur les deux sites, les villageois ont pu démontrer l'impact du programme SG 2000 – son impact sur la production agricole, sur les revenus des producteurs et sur le renforcement des capacités locales.

Amélioration de la productivité agricole

2011 a été une année éprouvante pour l'équipe en charge de l'Amélioration de la productivité agricole. Nous avons pour la première fois mis en œuvre notre approche remaniée de plateformes d'apprentissage agricole (PAA) avec les vulgarisateurs et les producteurs. Cette approche est plus exigeante en termes de compréhension, de souplesse et de responsabilité pour notre personnel et pour les agents de vulgarisation (AV) que ne l'étaient les stratégies adoptées précédemment.

Grâce aux PAA, nous utilisons des parcelles à option technologique pour faire des démonstrations de terrain et nous avons récemment mis davantage l'accent sur la formation et l'apprentissage. Le but recherché est de permettre aux producteurs de mieux comprendre les technologies, les taux d'application d'intrants et les meilleures pratiques et de ne pas se contenter de copier ce qu'ils ont vu sur les sites de démonstration.

Encourager l'autonomie des agriculteurs

A l'aide de cette approche, les démonstrations de terrain se transforment en véritables sites d'apprentissage et en tribunes pour échanger des opinions, des expériences et un savoir-faire. Ainsi, au lieu de préconiser certains taux d'application d'engrais aux producteurs, notre but est d'apprendre aux exploitants comment se servir des engrais de manière plus efficace ; à quel moment et pourquoi utiliser tel ou tel type d'engrais plutôt qu'un autre et les différents attraits de ces pratiques, en termes de rendement et d'efficacité dans l'utilisation des ressources. Armés de ce savoir et de ces compétences, les producteurs peuvent appliquer ces technologies sur leurs exploitations (Tableau 1) mais ils sont aussi à même de les modifier et de les adapter à leurs circonstances propres, de façon à ce que nous-mêmes et d'autres producteurs puissent, à l'avenir, profiter de leurs enseignements. Enfin, sur la base de cette compétence, les agriculteurs pourront finalement apprendre comment trouver et exploiter des informations et du savoir de façon autonome et comment renforcer leurs compétences et leurs capacités. Cela les aidera à améliorer leur productivité agricole et leurs capacités de génération de revenus, les rendant ainsi plus indépendants

des services conseils, mais faisant aussi d'eux des partenaires plus efficaces dans l'expression de leurs besoins et de leurs revendications. Le développement n'avance pas en suivant des recommandations, mais en les assimilant.

Accroître les opportunités de formation

Le concept de PAA constitue un processus d'apprentissage pour notre personnel, les AV et les producteurs. En 2010, ce processus a démarré avec l'élaboration d'une note conceptuelle et de procédures pour l'équipe en charge de l'Amélioration de la productivité agricole. En 2011, nous avons augmenté le nombre d'opportunités de formation des agents de vulgarisation en leur proposant trois stages au lieu d'un stage d'une journée, avec deux jours de formation avant le début de la campagne et deux sessions d'une journée, l'une en milieu de campagne et l'autre au début de la moisson, pour aborder des questions telles que les meilleures pratiques agricoles en vue d'évaluer et de rendre compte des activités de terrain et de déterminer les hausses de rendements et d'autres résultats des technologies démontrées.

De même, on s'attend à ce que les vulgarisateurs augmentent leurs efforts de formation auprès des producteurs et organisent des séances de formation au moins une fois par mois sur tous les sites d'apprentissage. Pourtant, le principal défi consiste à améliorer la qualité de la formation et l'attitude des vulgarisateurs qui restent trop souvent enclins à donner des instructions aux agriculteurs et à leur intimer de respecter des recommandations générales, sans chercher à savoir si elles donnent ou non de bons résultats. L'objectif vise donc à changer les mentalités pour abandonner une approche « clé

Directeur thématique :
Andreas Oswald

« Le développement n'avance pas en suivant des recommandations, mais en les assimilant. »



Tableau 1. Adoption des technologies par les exploitants de parcelles d'essais de production en Ouganda, cycle de végétation 2011

Culture/Technologie	Riz	Maïs	Arachide	Soja
Semis en temps voulu	121	230	44	47
Intervalle correct entre les plants	78	71	77	28
Sarclage en temps voulu	26	50	89	63
Manutention après-récolte	23	69	23	63
Emploi et taux d'application d'engrais	112	1 010	130	164
Total	360	1 430	365	365

en main » et donner l'occasion aux agriculteurs de participer activement au processus de vulgarisation en qualité de clients et de partenaires.

Nous avons été confrontés à des problèmes au stade de la mise en œuvre de cette approche et certaines équipes nationales n'ont pas pu franchir correctement le cap durant la première année. Le développement de sites d'apprentissage est un processus qui requiert beaucoup d'investissements en termes de temps et d'énergie par les personnes ressources au début du projet, par conséquent les équipes doivent planifier et budgéter ces activités et la direction nationale doit fournir l'appui logistique nécessaire.

Autre innovation – les parcelles de variétés communautaires

Une deuxième innovation, testée pour la première fois en 2011, a été la parcelle de variétés communautaires (de l'anglais *Community Variety Plot* – CVP). Dans la CVP, nous montrons différentes cultures et pour chacune d'elles, nous démontrons trois ou quatre variétés, y compris la variété la plus communément utilisée par les producteurs en guise de culture témoin. Les producteurs évaluent ces cultures et les différentes variétés et ils identifient des semences intéressantes qu'ils plantent dans

leur exploitation lors de la campagne suivante. Jusqu'ici nous avons eu une réaction très positive de la part des agriculteurs et des sociétés semencières privées, qui ont fait don de semences et sollicité l'avis des producteurs. En 2012, nous continuerons ces CVP, en augmentant leur nombre à environ 180 dans les quatre pays.

L'équipe en charge de l'Amélioration de la productivité agricole est passée de huit coordonnateurs thématiques et chargés de programme en 2010 à 15 membres du personnel en 2011/2012 et, d'ici à 2012/13, nous espérons avoir six autres chargés de programme. Cette croissance traduit l'augmentation des tâches et des projets entrepris et elle s'impose si l'on veut arriver à des prestations de qualité et réussir à toucher les 400 000 ménages agricoles envisagés dans notre nouveau Plan stratégique. Toutefois, elle pose aussi un problème continu en termes d'intégration des nouveaux membres dans l'équipe et pour leur apprendre et les former à notre approche. Je suis convaincu que nous disposons des outils et de l'énergie nécessaires pour surmonter cette difficulté et que nous atteindrons notre objectif d'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs dans nos pays phares.



Une femme explique le principe de sa parcelle de démonstration au Nigéria



Chargé de programme Boubacar Sandinan avec un groupement WAD, au Mali

Systemes post-récolte et agroindustrie

Dans les pays de la SAA, la gestion après récolte des cultures est un secteur dont la croissance est prometteuse en termes de source d'emplois et de revenus et pour assurer la sécurité alimentaire. Toutefois, il demeure très difficile de faire en sorte que les producteurs et les transformateurs soient compétitifs avec des produits de qualité à haute valeur ajoutée et capables de répondre aux exigences du marché. La SAA surmonte cette difficulté en améliorant le savoir des producteurs et en leur rendant les technologies plus accessibles – ce qui leur permet de tirer le meilleur parti de leurs activités agricoles.



Confection de chips de manioc par une chef d'entreprise en Ouganda

Conformément au nouveau Plan stratégique de la SAA, le programme Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI) promeut de meilleures pratiques et technologies post-moisson, ainsi qu'un renforcement des compétences dans la gestion des technologies préconisées et dans le développement d'entreprises agroindustrielles extérieures à l'exploitation.

La Thématique PRAI pilote un certain nombre de stratégies pour faciliter l'accès, l'adoption et la mise à l'échelle de technologies post-récolte améliorées pour les petits producteurs et transformateurs. La Thématique ne cesse d'affiner et d'adapter ses stratégies de mise en œuvre sur la base du retour des utilisateurs.

Comme l'agriculture familiale se caractérise par de multiples cultures dans de petites exploitations morcelées, les besoins de meilleures techniques de manutention post-moisson sont variés. L'évaluation des contraintes et des opportunités dans nos différents domaines d'intervention permet à l'équipe de choisir les technologies qui présentent les attributs souhaités en termes de simplicité, de coût raisonnable, de répliquabilité et de mobilité. La première intervention pour améliorer les systèmes après récolte est un exercice de

sensibilisation à l'importance d'une bonne gestion, afin de minimiser les pertes qui se produisent dans la chaîne alimentaire, en raison d'une mauvaise manutention. Des options technologiques sont ensuite recommandées aux producteurs pour leur permettre d'améliorer l'efficacité du processus.

Des technologies post-récolte dans le domaine céréalière ont été promues en 2011 ; elles comprenaient des moissonneuses, des batteuses/égrenuses et des nettoyeuses qui ont été principalement adoptées par des hommes, attirés par la capacité de génération de revenus. Les transformatrices, quant à elles, souhaitent perfectionner les activités de transformation qu'elles assument actuellement afin de fournir une nourriture de meilleure qualité à leur famille, de réduire la pénibilité de la tâche et d'établir une source durable de revenu.

Renforcer les capacités de vulgarisation

La mise en place de plateformes d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte (PHELP) est une stratégie primordiale pour faciliter l'adoption et la mise à l'échelle des technologies PRAI. Les PHELP servent de plateformes pour former des vulgarisateurs et des producteurs/transformatrices, mais aussi pour démontrer les options

Directeur thématique : Leonides Halos-Kim

« Le rôle de la Thématique 2 est décisif pour donner aux petits producteurs et transformateurs les moyens de s'approprier les avantages économiques de la chaîne de valeur alimentaire africaine. »



technologiques recommandées afin d'améliorer les techniques de manutention après récolte des principales cultures vivrières. Les PHELP devraient s'épanouir en des entreprises autosuffisantes.

Elles sont mises en place avec la participation active des bénéficiaires. Elles sont gérées par un Comité, constitué de membres choisis au sein du groupe de bénéficiaires, et supervisées par des vulgarisateurs jusqu'à ce qu'elles soient capables de s'autogérer. Les Thématiques 2 et 3 travaillent ensemble à sensibiliser les groupes et les Comités à la finalité des PHELP de façon à en optimiser les avantages.

A la fin de 2011, 45 PHELP (25 en Ethiopie, 10 au Mali, 5 au Nigéria, 5 en Ouganda) s'étaient déjà dotées des technologies nécessaires et des agents de vulgarisation avaient appris à les faire fonctionner et à les gérer.

Le rôle des prestataires de services privés consiste à donner aux producteurs et aux transformateurs un accès à des technologies importantes afin d'améliorer leurs opérations. La SAA identifie et sensibilise des individus audacieux, motivés par les démonstrations de terrain et par leurs expériences avec les PHELP. Ils sont formés en gestion agroindustrielle, ils apprennent les modes de fonctionnement et d'entretien des technologies préconisées et ils sont mis en rapport avec les fournisseurs et les magasins de matériel agricole pour répondre aux besoins d'entretien de leur machine – et avec les utilisateurs auxquels ils s'adressent (producteurs et transformateurs).

Le succès de cette stratégie dépendra beaucoup du type de technologies et des opportunités de marché susceptibles d'être créées par l'amélioration du processus.

Devenir rentables

L'autonomisation des agricultrices grâce à l'accès à des informations importantes, à une formation et aux technologies, leur a donné confiance pour pouvoir développer leurs capacités entrepreneuriales. La Thématique PRAI facilite l'accès à des technologies qui gagnent du temps, améliorent la qualité de leurs

produits et augmentent leur revenu. En outre, le projet financé par la JICA sur l'autonomisation des femmes, par le biais du développement d'entreprises agroalimentaires durables, met en valeur la promotion de la nutrition et de l'hygiène. Au Nigéria, des groupements de transformation du riz et du manioc gérés par des femmes s'épanouissent en entreprises florissantes. Une femme investisseur en Ouganda a acheté une machine à confectionner des chips de manioc qu'elle utilise dans son entreprise mais qu'elle peut aussi louer à d'autres transformatrices.

Les femmes opèrent en groupe car elles manquent de capitaux pour investir dans du matériel. Elles sont alors confrontées à des problèmes du fait de leur manque de compétences de gestion, que ce soit en coopérative ou en entreprise. La SAA et ses partenaires assurent une formation aux besoins technologiques et managériaux de leurs entreprises. Le problème du financement pour monter les entreprises et assurer leur pérennité est également considéré.

Partage d'informations et travail en réseau

Le développement d'un système d'appui pour fournir des technologies appropriées et abordables et assurer les services d'entretien et de réparation correspondants, reste un problème. La SAA travaille avec les agences publiques et les organisations non gouvernementales pour rapprocher ces services des petits producteurs par le biais d'un partage de l'information et d'un travail en réseau entre les parties prenantes.

La Thématique 2 de la SAA continuera d'intensifier ses efforts de renforcement des capacités à l'intention du personnel de vulgarisation et des prestataires de services privés émergents pour toucher les petits producteurs et les aider à améliorer la manutention après récolte de leurs produits. Le résultat souhaité est de voir les petits producteurs tirer parti de leurs méthodes de production et de transformation alimentaires jadis rudimentaires.

Promotion des partenariats public-privé

En 2011, la Thématique 3 s'est axée sur la prestation de services conseils agricoles plus durables et sur le renforcement des organisations paysannes en tant qu'agents de la théorie du changement. Pour ce faire, on a mis l'accent sur l'amélioration des interactions entre les agriculteurs et les marchés par des opportunités commerciales et des systèmes de fourniture d'intrants pilotés par la demande. En 2011, en tout, 22 605 agriculteurs ont été soutenus par la SAA pour relier leur production aux marchés en Ethiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Une majorité de partenaires privés ont fourni des semences, un appui aux services de vulgarisation et des fonds pour racheter les produits aux agriculteurs.

Accès aux intrants

Pour renforcer l'accès des agriculteurs aux semences, SG 2000 s'est associé avec six institutions et compagnies semencières pour soutenir des transferts technologiques, des messages de vulgarisation et des activités de terrain. Six sociétés semencières ont pris part au projet en Ethiopie, tandis que trois autres soutenaient SG 2000 en Ouganda et deux au Mali. Au Nigéria, Manoma Seeds Ltd et Dizengoff Agriculture ont soutenu des démonstrations sur le terrain dans six Etats.

Le système de distributeurs auxiliaires introduit par SG 2000 en Ouganda a connu une augmentation du nombre de boutiques de distribution accessibles dans les zones d'intervention de SG 2000. La demande en intrants a permis l'ouverture de 16 nouvelles boutiques d'agrointrants et un distributeur a même vendu pour 42 000 dollars de graines et d'engrais durant sa première année d'exploitation. SG 2000-Mali a amélioré l'accès des agriculteurs aux intrants dans les villages en instaurant des contrats avec les agro-distributeurs d'engrais, de semences et de fongicides. SG 2000-Mali a également recensé les agro-distributeurs et encouragé l'installation de 14 nouveaux gros distributeurs d'intrants et de 35 agro-distributeurs dans les régions mal desservies en facilitant leurs interactions avec les organisations paysannes.

Le travail de SG 2000 a contribué à des économies grâce à des systèmes performants d'achats groupés. Au Nigéria, 5 000 petits récoltants formés par SG 2000 ont acheté pour 176 000 dollars de graines et d'engrais en vrac auprès d'agro-distributeurs d'intrants dans les Etats de Kaduna et d'Adamawa. Cet achat groupé a permis d'économiser près de 11 000 dollars, soit environ 6 dollars par sac d'engrais acheté. De même, en Ouganda, des organisations paysannes dans quatre Associations de centres multiservices (OSCA) ont acheté pour 32 970 dollars de

semences en vrac dans le cadre du programme Achats pour le Progrès (P4P) sous l'égide du Programme alimentaire mondial (PAM) – économisant ainsi 3 500 dollars. Les mêmes avantages ont été constatés au Mali et en Ethiopie. Les agriculteurs maliens qui ont pris part à un programme commun géré par P4P, le Programme international pour le soutien de la recherche en collaboration sur le sorgho et le millet (INTSORMIL CRSP), Initiatives Intégrées pour la Croissance Economique au Mali (IICEM), l'Institut d'Economie Rurale (IER) et l'Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD), ont acheté des intrants d'une valeur de 58 000 dollars, alors qu'en Ethiopie, 34 000 dollars de semences étaient achetées par des multiplicateurs grainiers.

Relier les agriculteurs aux marchés

L'intervention du SG 2000 pour relier les agriculteurs aux marchés a vu 5 000 agriculteurs nigériens formés en collaboration avec le programme USAID-MARKET. Toutefois, sur ce total, seuls 225 ont pu fournir 500 tonnes de maïs de qualité à Grand Cereals Ltd à Jos, en raison du climat d'insécurité régnant dans le pays. Des groupements paysans Trust et Arki ont fourni 90 tonnes de riz paddy à la rizerie Umza, à Kano, au prix de 290 dollars/tonne, au lieu du prix du marché de 280 dollars/tonne. De même, le groupement de maïsiculteurs de Tudun Wada a fourni 45 tonnes de maïs à la société Al-Bookys à Kano, au prix de 307 dollars/tonne contre un prix du marché de 269 dollars/tonne.

Du fait de la collaboration de la SAA avec des entreprises semencières en Ethiopie, des agriculteurs formés par SG 2000 ont produit et commercialisé 4 450 tonnes de semences certifiées, estimées à 1,9 million de dollars. Dans le cadre du même système d'appui, 22 sur 24 centres de formation agricole (CFA) identifiés, regroupant 10 624 membres, ont reçu un prêt de 4 000 dollars

Chargé de programme régional :
Robert Anyang

« La Thématique 3 continue de développer une approche qui veille à l'inclusion des segments pauvres et marginalisés de la communauté, ainsi qu'à la renaissance des organisations paysannes. »



Travailler avec des agro-distributeurs pour soutenir les producteurs agricoles ougandais

chacun pour soutenir des activités génératrices de revenu.

SG 2000-Ethiopie a apporté un soutien aux CFA en les aidant à préparer un plan d'affaires. En Ouganda, les six organisations paysannes identifiées en 2011 ont fourni 498 tonnes de maïs en grain et 145 tonnes de haricots à d'autres marchés locaux et régionaux. Grâce à sept contrats d'achat importants signés avec neuf grands acteurs du marché, trois OSCA ont fourni 483 tonnes de maïs et 70 tonnes de soja. La Thématique 3 continue de développer une approche qui veille à l'inclusion des segments pauvres et marginalisés de la communauté, ainsi qu'à la renaissance des organisations paysannes au Mali. Les procédures de la Thématique 3 y sont parvenues par un processus compétitif équitable et transparent qui a vu le renforcement de 110 groupes dans la région de Sikasso.

Plan de travail et nouvelles approches pour 2012/2013

En 2012, la stratégie de la Thématique 3 pour atteindre ses objectifs prévoit ce qui suit :

- Se lancer dans des activités de développement commercial pour galvaniser la transformation de l'agriculture d'une activité de subsistance à faible intrant en une exploitation commercialement compétitive.
- Développer des modèles de

travail capables de soutenir les organisations paysannes dans leurs efforts de commercialisation groupée.

- Mettre en valeur les compétences agroalimentaires des principaux acteurs de la filière issus des secteurs public et privé et dans la commercialisation agricole.
- Renforcer les prestataires de services de développement commercial aux petits producteurs en réalisant un inventaire des prestataires de services crédibles et en les mettant en rapport avec les acteurs de la filière.
- Travailler avec les institutions financières (formelles et informelles) pour développer leurs capacités de fourniture de services, tout en renforçant l'aptitude des acteurs de la filière à accéder et à utiliser de façon performante des services financiers.

Pour que l'accès au marché (AM) soit performant, négociants et producteurs doivent tisser des relations commerciales utiles, équitables et mutuellement rentables. La Thématique PPP/AM présentera des concepts de commercialisation novateurs grâce à des alliances entre producteurs et marchés qui permettront aux négociants et aux producteurs de comprendre les options de commercialisation pour les inciter à devenir plus compétitifs.

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE)

L'initiative SAFE a été décrite comme la contribution la plus significative de la SAA au renforcement des capacités institutionnelles depuis son lancement à l'Université de Cape Coast voilà maintenant 19 ans. Ce programme, qui est axé sur le renforcement des compétences des professionnels du secteur de la vulgarisation en milieu de carrière, bénéficie à 3 935 inscrits et concerne désormais 17 universités et collèges à travers l'Afrique. Nombre de ceux et celles qui ont décroché un diplôme à l'issue de cette formation occupent aujourd'hui des postes de responsabilité de premier plan au sein de leurs systèmes nationaux de vulgarisation agricole.

Nouveaux programmes

Deux nouveaux programmes ont été lancés en Ethiopie dans les Universités de Bahir Dar et de Mekelle durant l'année universitaire 2011/2012, ce qui porte à 17 le nombre total d'universités et de collèges affiliés au programme. Dans les deux établissements, des ateliers préparatoires ont été organisés préalablement à l'inauguration du programme. A l'Université de Mekelle, le programme a été lancé avant l'intervention de SAFE, ce qui témoigne de la capacité des universités à entreprendre de nouveaux programmes par elles-mêmes. Cet enseignement – la réalisation que les universités devraient être à même d'utiliser leurs propres ressources pour lancer les programmes et ne compter sur SAFE que pour un appui technique – s'est révélé précieux pour tous les établissements participants, compte tenu de la demande énorme pour les cycles de formation du personnel de vulgarisation en milieu de carrière.

Révision du programme

Tout au long de l'année universitaire, de nouveaux cursus de valorisation de la filière ont été lancés dans plusieurs universités participantes. Alors que les anciens programmes étaient principalement axés sur la production, les aspects de valorisation ont occupé une place privilégiée dans les nouvelles versions (qui englobent la transformation à petite échelle, l'assurance qualité et la sécurité, le conditionnement, le stockage, la commercialisation, les transports, etc.). Le Collège Bunda au Malawi et l'Université de Sokoine en Tanzanie ont réalisé une enquête sur les besoins de formation axés sur la chaîne de valeur. Le rapport est en cours de rédaction et il sera suivi d'une révision des programmes d'enseignement.

Nouvelles méthodes d'enseignement et développement des modules

Compte tenu de l'énorme demande de formation en milieu de carrière dans tous les pays, les universités et les collèges partenaires envisagent d'introduire un programme

d'enseignement à distance et à semi-distance en guise de méthodes alternatives de prestation des cours. A cette fin, les universités sont actuellement engagées dans un processus de rédaction de manuels et supports didactiques destinés aux apprenants autonomes. Des experts en rédaction de supports didactiques ont été recrutés afin de donner aux enseignants les compétences nécessaires. Plusieurs sections sont d'ores et déjà achevées et les travaux se poursuivent sur les modules restants.

Ces nouvelles méthodes de prestation de cours donnent aux étudiants en milieu de carrière et aux femmes inscrites au programme la possibilité de poursuivre leurs études sans nécessairement avoir besoin de longues périodes de congé d'études, ce qui permet donc aux candidats de poursuivre leur carrière et leur vie de famille tout en apprenant à leur propre rythme.

L'Université d'Abomey-Calavi en République du Bénin a montré l'exemple dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage à semi-distance destiné aux professionnels en milieu de carrière. L'Université de Makerere en Ouganda réalise des progrès intéressants avec le lancement d'un programme d'enseignement à distance parce que plus de la moitié des modules ont déjà été élaborés.

Elaboration de supports de formation et de cours accélérés destinés aux agriculteurs

Trente-et-un enseignants universitaires ont participé à la rédaction de modules de formation destinés à des agriculteurs en Ethiopie sur 14 sujets ou chaînes de valeur, à l'issue de deux ateliers de formation. Plusieurs modules concernant des cours accélérés couvrant une grande variété de sujets ont été rédigés par l'Université Bayero-Kano au Nigéria. D'autres universités et collèges se sont également impliqués dans la rédaction de ce type de modules.

Admission et performances des étudiants

Les admissions ont affiché une progression régulière dans tous les

Directeur thématique : Deola Naibakelao

« Compte tenu de l'énorme demande de formation en milieu de carrière dans tous les pays, les universités et les collèges partenaires envisagent d'introduire un programme d'enseignement à distance et à semi-distance. »



pays, y compris une amélioration notable du nombre d'inscriptions d'étudiants durant l'année universitaire 2011/2012. Ainsi, 63 pour cent des nouveaux étudiants de l'Université d'Hawassa en Ethiopie étaient des femmes, tout comme 35 pour cent du total des admissions à l'Université de Sokoine en Tanzanie et à l'Université d'Ilorin au Nigéria. Les résultats académiques des étudiants restent très encourageants.

Stages supervisés d'entrepreneuriat (SEP) des étudiants

Divers projets ont été mis en œuvre par les étudiants de SAFE en concertation avec les agriculteurs dans les communautés rurales. Ces projets visaient à résoudre des problèmes spécifiques rencontrés par les agriculteurs tout au long de la chaîne des valeurs en agriculture. Chaque année, les étudiants SAFE de tous les pays collaborent avec les producteurs pour concevoir ces projets, trouver les solutions aux problèmes rencontrés et mobiliser les ressources pour leur mise en œuvre.

Ateliers régionaux

Un atelier régional de travail en réseau organisé au Malawi a connu un succès retentissant, en réunissant des délégués

de différents ministères de l'Agriculture et des universités partenaires de SAFE en Afrique de l'Est, ainsi que des invités des Universités d'Adamawa et d'Ilorin au Nigéria. Les participants ont partagé leurs expériences de formation des agents vulgarisateurs en milieu de carrière. Les représentants des ministères ont exposé leurs attentes aux universités et celles-ci ont expliqué en retour les efforts déployés pour répondre aux demandes des employeurs.

Un autre atelier technique régional pour l'Afrique de l'Ouest intitulé « Créer, développer et partager des modules par voie électronique » a été organisé en mars 2012 à Porto-Novo (Bénin) avec la participation de 45 délégués d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Ils ont partagé leurs expériences dans la mise en œuvre du programme SAFE pour les agents en milieu de carrière et ont analysé leurs différents efforts en vue d'intégrer la chaîne des valeurs dans le programme. Les délégués ont visité une chaîne de production intégrée au Centre Songhaï, un modèle de mise en œuvre de l'approche chaîne des valeurs dans le domaine agricole.

A la fin de ces quatre jours d'échanges et de débats, les participants ont formulé dix

Suite au verso



Étudiantes en milieu de carrière au Nigéria

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE)

recommandations, à savoir :

- adopter une combinaison de méthodes de prestation d'enseignement à distance car certains cours sont plus adaptés que d'autres à être dispensés selon la méthode traditionnelle du face à face. L'intégration de la formation en ligne dans l'enseignement obligera les établissements à étoffer le contenu, dont la qualité pourra être évaluée par leurs pairs ;
- établir un réseau de formation des établissements SAFE, au sein duquel les universités partenaires du programme pourraient jouer un rôle de guide pour les différentes formations en ligne ;
- développer des supports pédagogiques pertinents et installer la technologie requise pour la formation par téléapprentissage ;
- s'engager dans des débats avec la commission de la fonction publique concernant la reconnaissance des diplômes acquis par le biais d'un apprentissage à distance, dès lors qu'ils sont reconnus comme des programmes de formation agréés par les universités et les collèges ;
- introduire l'approche chaîne des valeurs au personnel enseignant des différents services des universités et collèges impliqués dans le programme SAFE en vue d'en intégrer la philosophie dans leur enseignement ;
- informer les décideurs des universités de l'importance de l'apprentissage à distance et de l'intégration de la chaîne des valeurs dans les programmes afin de s'assurer leur soutien ;
- mettre au point des cours de rattrapage pour les candidates ayant des lacunes afin de leur permettre de participer aux programmes SAFE ;
- offrir des incitations supplémentaires et des bourses aux femmes afin de



Le Directeur général du SAFE, Deola Naibakelao, reçoit le diplôme honorifique de M. Sasakawa des mains de Shiferaw Shigute

- leur permettre de participer aux programmes SAFE d'apprentissage à distance ;
- appliquer l'expérience du Centre Songhai dans l'ensemble des Villages Technologiques des universités partenaires de SAFE ;
- élargir les expériences de plateformes promues par la SAA auprès des universités partenaires SAFE.

de compétences commerciales pour faire face aux nouvelles circonstances. Actuellement, beaucoup de petits agriculteurs d'Afrique subsaharienne ne sont pas suffisamment organisés en termes de ressources, de savoir-faire technique et managérial, de mandats juridiques et de pouvoir politique pour exprimer leurs revendications.

A la lumière de la situation actuelle, M. Sasakawa s'est engagé, lors du 25^e anniversaire de la SAA à Bamako au Mali, à promouvoir le développement et le renforcement des organisations paysannes. SAFE dirige cette nouvelle initiative. En guise de premier pas vers le développement et le renforcement des organisations paysannes, des études de cas sur ces dernières ont été commanditées dans les quatre pays phares de la SAA. Les études ont été complétées au Mali, en Ouganda et en Ethiopie. En bref, les objectifs des études étaient d'identifier les facteurs de réussite et les facteurs d'échec des organisations paysannes et de proposer des stratégies d'intervention viables pour SAA/SAFE. Plusieurs facteurs de réussite ont été identifiés, le plus frappant étant les avantages apportés aux agriculteurs. Le succès des organisations paysannes dépend du degré auquel chaque membre individuel tire les bienfaits de son adhésion. Ceci dépend largement de la rentabilité des entreprises commerciales dans lesquelles les organisations paysannes sont engagées. Les consultants ont donc recommandé que le programme SAA/SAFE veille à ce que l'entreprise promue ait le potentiel d'apporter des avantages économiques aux agriculteurs. Cela implique que le choix d'une entreprise devrait donner lieu, au préalable, à une analyse des coûts-avantages. Par conséquent, des études de faisabilité ont été commanditées afin de générer des profils de filières économiquement viables et orientées vers le marché.

Statistiques du SAFE, juillet 2012

Licence et diplôme pour vulgarisateurs en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	423	53	476
Collège agricole de Kawadaso, Ghana (Diplôme)	462	75	537
Haramaya, Ethiopie (Licence)	394	70	464
Hawasa, Ethiopie (Licence)	116	78	194
Makerere, Ouganda (Licence)	184	111	295
Sokoine, Tanzanie (Licence)	598	290	888
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	129	75	204
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	77	53	130
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	110	40	150
Université Bayero, Kano, Nigéria (Licence)	64	66	130
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	81	30	111
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	37	36	73
Collège Bunda, Malawi (Licence)	42	20	62
Université de Bahir Dar, Ethiopie (Licence)	0	32	32
Université de l'Etat d'Adamawa, Nigéria (Licence)	0	24	24
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	0	15	15
Mekele, Ethiopie (Licence)	0	40	40
Total partiel	2.717	1.108	3.825
Bourses d'études	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	0	6
Licence	32	0	32
Maîtrise	59	2	61
Doctorat	5	6	11
Total partiel	102	8	110
Total général	2.819	1.116	3.935

Doctorat honorifique

En reconnaissance de ses éminents accomplissements, l'Université d'Hawassa en Ethiopie a décerné à M. Yohei Sasakawa, Président de la Nippon Foundation, le titre de « Docteur Honoris Causa du développement agricole » durant la cérémonie de remise des diplômes organisée en juillet sur le campus universitaire. L'invité d'honneur à cette occasion, M. Shiferaw Shigute, Président de la Région des nations, nationalités et peuples du Sud et Président du Conseil de l'Université d'Hawassa, a remis le diplôme honorifique à M. Sasakawa par l'intermédiaire de Deola Naibakelao, Directeur général de SAFE. C'est la deuxième distinction décernée à M. Sasakawa par une université affiliée au programme SAFE ; la première l'avait été par l'Université de Cape Coast au Ghana, en 2000.

Renforcement des organisations paysannes

Le facteur clé et essentiel de la protection et de la mise en valeur du secteur de la petite agriculture est l'existence d'organisations paysannes puissantes qui sont compétentes, motivées et suffisamment indépendantes pour représenter avec brio les intérêts des agriculteurs. Les défis auxquels doivent faire face les petits exploitants pour accéder à l'économie monétaire sont nombreux et il leur est extrêmement difficile de les maîtriser. Ces défis vont de la prestation de services à l'acquisition

Suivi, évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Contexte

La Thématique SEA&D est à l'avant-garde des efforts de la SAA pour s'imposer comme une organisation axée sur des données tangibles, comme évoqué dans le Plan stratégique 2012-16 de la SAA. La Thématique 5 est impulsée par les programmes et interventions des autres thématiques et ses travaux sont délimités par sept objectifs précis. Les cadres logiques des thématiques et des pays sont désormais alignés sur le Plan stratégique. Plusieurs enquêtes et études finalisées permettent de documenter les interventions de la SAA et de SG 2000 avec des données, des informations et des résultats propices à la dissémination et à l'apprentissage.

Institutionnalisation du SEA&D

Au début de cet exercice, l'institutionnalisation de la SAA entend favoriser une appropriation et une appréciation commune du SEA&D, tout en renforçant ses capacités. Les concepts et procédures pour y parvenir sont désormais en place. La Thématique 5 a formé le personnel de la SAA et du SG 2000 aux cadres logiques, au cadre et à la chaîne SEA&D, aux chaînes de données, à la gestion et l'analyse des données et à l'utilisation d'un GPS. Des conférences sur le rapportage fondé sur la preuve et sur la définition d'objectifs SMART ont aussi été organisées à l'intention du personnel et des partenaires de SAFE.

L'Agence pour la transformation des produits agricoles en Ethiopie a organisé une formation sur les procédures de suivi-évaluation basées sur les résultats à l'intention de tout le personnel de la Thématique 5. La Thématique 5 a formé le personnel du Centre de recherche de Melkassa à la réalisation d'enquêtes de référence. Toujours en Ethiopie, un cadre commun SEA&D a été élaboré pour le projet de la Fondation Bill & Melinda Gates en partenariat avec le ministère de l'Agriculture (Mda) et Oxfam America (OA). La Thématique 5 travaille en étroite collaboration avec les Programmes de développement agricole des Etats de Jigawa et d'Adamawa au Nigéria ; la Direction Nationale de l'Agriculture au Mali ;

et le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ainsi que les Services consultatifs nationaux agricoles en Ouganda. Le niveau d'engagement varie d'un pays à l'autre mais il est particulièrement élevé au Mali et au Nigéria.

Une formation en collecte, saisie et gestion des données a été dispensée aux partenaires et au personnel sous-traitant.

La Thématique 5 organise des rencontres en Ethiopie et facilite des bilans et des réunions de planification annuels et trimestriels, une approche qui fait des émules en Ouganda. Un centre de données est en place en Ethiopie ainsi que des bases de données relationnelles et des systèmes SEA&D en Ouganda.

Evaluations des besoins

Les interventions du programme SG 2000 sont documentées et orientées par les évaluations entreprises en Ethiopie et en Ouganda pour veiller à ce qu'elles correspondent aux besoins des clients. Les évaluations menées en Ethiopie, entre 2010 et 2012, étaient axées sur les besoins et les priorités des agriculteurs, des centres de formation agricole (CFA) et des *woredas* (districts) et constituaient une obligation imposée par le projet financé par la BMGF. En Ouganda, l'évaluation s'est déroulée à Ntungamo et dans les sept nouveaux districts de SG 2000. Des résumés sur les CFA et des rapports détaillés sur

Directeur thématique : Justine Wangila

« Le suivi des produits et des résultats a réellement démarré durant le deuxième semestre de 2011. »



les *woredas* ont été diffusés au sein du SG 2000.

Enquêtes de référence

Des enquêtes de référence ont été entreprises dans les quatre pays phares en prenant 2010 comme année de base pour toutes les activités primordiales. D'autres enquêtes ont été réalisées pour les travaux financés par la BMGF et la JICA en Ethiopie et dans les nouveaux districts SG 2000 en Ouganda. Des rapports et des résultats ont été diffusés au sein du SG 2000 et présentés lors de la Retraite 2012 de la SAA et de l'atelier de la Thématique 5 – un rapport de synthèse est en préparation.

Suivi

Le suivi des produits et des résultats a réellement démarré durant le deuxième semestre de 2011 suivant des approches différentes. Les rapports et les résultats ont été diffusés en temps réel au sein des programmes SG 2000 et ils ont été présentés lors de la Retraite 2012 de la SAA et de l'Atelier SEA&D. Pour ce qui est d'un suivi structuré, les indicateurs de résultats ont été redéfinis ; des outils ont été mis au point et pré-testés en Ethiopie et en Ouganda. Ils ont été distribués au sein de la SAA et des Thématiques et Programmes du SG 2000, pour les rendre conformes aux besoins des usagers en préparation de leur mise en œuvre durant le troisième trimestre de 2012.

Evaluation

L'évaluation des approches de vulgarisation agricole SG 2000 est

prévue durant le troisième trimestre de 2012 afin de déterminer leur pertinence, leur efficacité, leur efficacité, leur impact et leur durabilité.

Etudes (approfondies) d'évaluation d'impact

Les évaluations d'impact analysent l'impact des contributions de la SAA et tendent à identifier les enseignements et les meilleures pratiques. Les critères étalons pour l'évaluation d'impact ont été tirés des enquêtes de référence. Des notes d'orientation sont en cours de préparation concernant l'émergence et la croissance du riz en Ethiopie et en Ouganda, dans les Associations de centres multiservices (OSCA) en Ouganda et Niet@Kenes au Mali. Des études sont en cours sur les batteuses polyvalentes en Ethiopie et, dans l'Etat d'Adamawa du Nigéria, sur les femmes et l'agrotransformation et enfin il est préparé une analyse économique des Systèmes post-récolte et de l'agroindustrie (PRAI). Des études sur les filières de valorisation des arachides et du fonio à Selingue et Kondogola, ainsi que sur l'émergence et la croissance du maïs à forte teneur en protéines au Mali, sont également prévues.

Apprentissage et dissémination

Les membres du personnel de la Thématique 5 ont pris part à des séminaires et ateliers, lors desquels ils ont présenté des articles et des résultats, notamment à l'occasion du 25e anniversaire de la SAA au Mali ; au Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS) au Kenya ; lors d'un atelier sur le partage et la validation des données de référence commandité par la BMGF en Ethiopie et par-delà les frontières africaines, à des ateliers aux Etats-Unis et à Rome.

Conclusion

Le suivi des résultats est essentiel à nos travaux en 2012. SEA&D dispose désormais de données probantes découlant d'évaluations des besoins, d'enquêtes de référence et de suivi ainsi que des comptes rendus et des résultats des études approfondies réalisées en Ethiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda.



Visite de suivi à Aleta Wendo, en Ethiopie

SG 2000-Ethiopie joue un rôle important en contribuant à la transformation de l'agriculture éthiopienne. Actuellement, SG 2000-Ethiopie intervient dans dix régions et assure la mise en œuvre de cinq projets : le projet principal, financé par la Nippon Foundation et quatre nouveaux projets satellites, à savoir le projet de Renforcement des services de vulgarisation agricole en Ethiopie (SEAED), financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF), le projet d'entreprises gérées par des femmes (WEP) et la Promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées au Tigray (PCDAT) – deux projets financés par la JICA, l'Agence japonaise pour la coopération internationale – et enfin, l'accroissement des revenus des petits exploitants par un renforcement des organisations paysannes, financé par le projet Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial (PAM-P4P). De surcroît, un projet du nom de « Maïs nutritionnel pour l'Ethiopie », financé par l'ACDI canadienne par le biais du CIMMYT, a été approuvé mais il est en attente de finalisation des modalités de mise en œuvre avec les partenaires. Tous ces projets ont un objectif commun, à savoir l'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire des petits producteurs éthiopiens.

Amélioration de la productivité agricole

En 2011, la Thématique 1 a entrepris de nombreuses activités portant sur l'amélioration des rendements agricoles, y compris le renforcement des capacités des agents de développement (AD) et des techniciens spécialisés (TS), la mise en place de plateformes d'apprentissage agricole (PAA), de journées champêtres et d'ateliers de planification participative.

Une série de séances de formation des formateurs (FdF) en prévision de la campagne a été organisée en différents sites pour 160 TS, 295 AD, 94 agents d'encadrement et 2 440 agriculteurs. La formation des agriculteurs a été assurée en renforçant les capacités des TS au niveau des *woredas* (districts), des agents d'encadrement des AD et des AD eux-mêmes. L'accent a été mis sur des mesures d'amélioration de la productivité agricole, telles que l'amendement des sols, les techniques d'application d'engrais, l'espacement des plants, les pratiques de sarclage et les mesures de lutte contre les ravageurs.

L'autre activité majeure réalisée en 2011 a été la création de parcelles de démonstration faisant partie intégrante des plateformes d'apprentissage agricole. Une formation intensive, conjuguée à des démonstrations des méthodes et des résultats, sous forme de parcelles à option technologique (TOP), de démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) et de parcelles d'essai de production (PTP), a figuré parmi les principales activités de vulgarisation entreprises afin d'améliorer l'adoption des technologies. A cette fin, un total de 363 TOP, 720 WAD, 1 712 PTP et 73 parcelles de variétés communautaires (CVP) ont été mises en place dans 96 centres de formation agricole (CFA) distribués dans 24 *woredas*. Parmi les outils et approches de vulgarisation agricole, des journées champêtres

ont été organisées pour disséminer les technologies démontrées et ont vu la participation d'un total de 16 834 agriculteurs, AD, agents de districts, de zone et d'autorités régionales.

Début 2011, un atelier de planification participative a été organisé dans le but d'identifier les technologies disponibles et de faire prendre conscience des activités et des approches stratégiques de SG 2000 avec des chercheurs qui déploient des prestataires de service de vulgarisation agricole dans les *woredas*, les zones et à l'échelle régionale et fédérale. En tout, 69 délégués ont participé à l'atelier. Pour 2012, la poursuite des activités portera sur la formation de 6 721 agriculteurs, 570 AD et 190 TS au niveau des *woredas*, et la mise en place de 489 TOP, 1 410 WAD, 6 405 PTP et 174 CVP.

Plateformes d'apprentissage de la vulgarisation post-récolte (PHELP)

En Ethiopie, les petits producteurs pratiquent des techniques traditionnelles post-récolte et de transformation qui sont gourmandes en temps et en énergie et qui engendrent des pertes significatives et une détérioration de la qualité des récoltes. La Thématique 2 a promu des technologies post-récolte telles que des batteuses polyvalentes, des égreneuses à maïs, des nettoyeuses de grains et des charrues à traction animale pour

Directeur national : Aberra Debelo



« Des petits centres agroindustriels ont été créés pour permettre aux femmes des zones rurales d'assister à des formations en compétences commerciales de base, en gestion de coopérative, en hygiène et assainissement et en techniques de transformation. »



Renforcement des capacités dans le domaine du conditionnement et de la commercialisation des produits

minimiser ce genre de problèmes. En 2011, le programme a adopté une stratégie pour l'établissement de PHELP dans des CFA désignés et la diffusion plus large des informations aux communautés agricoles par le biais de démonstrations pratiques et de journées champêtres. Il s'ensuit que quelque 28 entrepreneurs ont acheté des machines agricoles post-récolte et ont commencé à proposer des services de battage/d'égrenage aux paysans qui louent les technologies auprès des PHELP et des prestataires de services. La Thématique 2 a aussi réalisé des FdF sur la gestion des installations de stockage et de manutention après récolte à l'intention des AD et des administrateurs agricoles. Une formation a été organisée à l'intention d'opérateurs recrutés au sein des communautés locales et des petits centres agroindustriels ont été créés pour permettre aux femmes des zones rurales d'assister à des formations en compétences

commerciales de base, en gestion de coopérative, en hygiène et assainissement et en techniques de transformation.

En 2012, ces activités vont être étendues à différentes régions du pays, en collaboration avec des partenaires de la SAA. Par ailleurs, des techniciens recrutés seront formés à la fabrication, l'entretien et la réparation des machines post-récolte afin de répondre à la demande créée dans différentes régions du pays.

Renforcement de la fourniture de services de vulgarisation agricole

La fourniture de services de vulgarisation agricole en Ethiopie dépend essentiellement des CFA locaux que l'on trouve au niveau de la plus petite unité administrative, les *kebeles*, c'est-à-dire un groupement de villages. En règle générale, les CFA détiennent entre deux et quatre hectares de terres et comptent trois AD, qui sont

Tableau 1 : Participants aux formations en prévision de la campagne agricole – mars-juin 2011

Projet	Nombre de régions	Nombre de <i>woredas</i>	CFA	Nombre total de stagiaires	Plateformes d'apprentissage agricole			
					TOP	WAD	PTP	CVP
Nippon Foundation	4	17	48	2 325	141	426	1 400	38
BMGF	10	16	36	400	78	219	90	35
PCDAT	1	4	6	242	18	74	40	0
En collaboration	2	2	6	106	25	21	182	0
Total	17	39	96	3 087	363	720	1 712	73



Parc d'engraissement de bœufs dans le cadre d'un projet de garantie de prêt

au moins titulaires d'un diplôme en agronomie, en gestion des ressources naturelles ou en sciences animales. Si les CFA disposent effectivement de fonds publics pour couvrir les salaires mensuels des AD – invariablement estimés coûter entre 60 et 70 millions de birrs – l'obligation de lever des fonds supplémentaires sur des ressources budgétaires précaires a affaibli le rôle principal des CFA qui consiste à faire office de plateformes d'apprentissage pour démontrer des technologies et des pratiques agricoles améliorées.

Compte tenu de la robustesse du programme de développement agricole du gouvernement et du potentiel louable des CFA pour s'engager dans des activités génératrices de revenu orientées sur les entreprises, SG 2000, en collaboration avec le gouvernement éthiopien, s'est lancé dans un projet sur quatre ans, intitulé SEAED, qui est mis en œuvre au niveau national sur la base d'un programme pilote.

Le projet entend toucher un total de 215 CFA. Un dispositif de fonds de garantie de prêt a été mis sur pied et un accord financier (AF) multipartite a été signé entre la SAA/SG 2000 et cinq Bureaux régionaux d'agriculture (BRA) ; une agence de développement de coopérative régionale ; et des prestataires de services financiers associés (PSF), à savoir quatre institutions de microcrédit (IMC) et deux coopératives. Une formation et un renforcement des capacités

institutionnelles ont été assurés pour permettre à 24 Comités de gestion (CG) de CFA de formuler des plans d'affaires solides, chacun d'une valeur de 4 000 dollars US ; d'accéder à des services bancaires ; d'établir des modèles d'entreprises durables ; et de gérer de petites entreprises commerciales en vue de capter et de recycler le revenu généré par les entreprises commanditées.

Des accords de prêts ont été signés entre 22 Comités de gestion de Centre de formation agricole (CGCFA) et 4 IMC afin de créer des entreprises indépendantes génératrices de revenus dans les secteurs suivants : engraissement du bétail, production de légumes et de pommes de terre, et entreprises apicoles. Quinze comités de pilotage au niveau du district ont été mis en place, essentiellement pour faire office d'agences de coordination de la mise en œuvre des différents projets pilotes.

Les interventions pilotes seront étendues à 70 autres CFA en organisant des CGCFA ; en mandatant deux missions de services conseils (sur le développement des entreprises et la formation de groupes de jeunes) afin de mettre en valeur les interventions pilotes ; et en signant des accords financiers multipartites avec cinq autres IMC et BRA.

Utilisation de la connectivité Internet

L'un des principaux rôles que joue la vulgarisation au niveau

des *woredas* est d'aider les AD à établir des liens avec les instituts de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les sources d'informations de marché. Pour y parvenir, une connectivité Internet performante et des bases d'information adaptées sont essentielles, pourtant une telle connectivité et l'acquisition d'informations actualisées sont rares dans les bureaux de vulgarisation au niveau des *woredas*. Le projet investit dans le matériel requis pour établir et maintenir une connectivité Internet dans les *woredas* pilotes. Les centres de ressources de vulgarisation au niveau des *woredas* permettent au TS d'accéder à des bases de connaissances pour obtenir un appui technique efficace à l'intention des AD et des agriculteurs pour la fourniture de services de vulgarisation, en complément des entreprises prioritaires, choisies par les agriculteurs. Le projet crée aussi un site web, compile des supports didactiques, des sources de référence et des bases de données d'information, et fournit un mécanisme interactif à l'intention des AD, des TS, du personnel d'enseignement professionnel et technique en agriculture (ATVETS) et autres acteurs clés afin de mettre en commun les meilleures pratiques.

En 2011, 13 *woredas* et quatre collèges ATVET ont été équipés du matériel requis et sept des centres de ressources de *woreda* ainsi que deux ATVET ont bénéficié d'une connectivité à l'Internet. Là où il existe un accès à l'Internet, les AD et les TS sont désormais en mesure d'accéder à des informations pour les aider à développer des supports de formation destinés aux agriculteurs pauvres en ressources. Un site web a été créé et un espace est prévu pour télécharger de la documentation et y afficher les réalisations, les modèles rencontrés et les meilleures pratiques. Il est possible d'accéder au site web par le biais de « www.sg2000ethiopia.org ». Ce site relie le *woreda* et les ATVET à des salles informatiques/bibliothèques universitaires, à la base de données de SG 2000, à de vastes sources d'information sur l'agriculture et à d'autres sites web associés. Les capacités de 26 membres du personnel du MdA (deux stagiaires de chaque *woreda* cible) ont été renforcées par un programme de formation pratique et théorique d'une semaine sur la manière d'utiliser l'Internet, la gestion de site web et les opérations de maintenance informatique de base. D'ici à 2012, tous les Centres de ressources de vulgarisation des

woredas (WERC) et les ATVET seront connectés à l'Internet ; il sera créé une base de données des centres de ressources des *woredas* et le personnel de vulgarisation restant sera formé à l'utilisation d'Internet, à la gestion d'un site web, aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la maintenance informatique. En outre, des supports de formation des agriculteurs seront préparés pour former les AD et les TS dans divers collèges ATVET.

Dix régions couvertes

En 2011, la Thématique 5 a conçu une stratégie, des outils, des instruments et un cadre commun SEA&D (en partenariat avec Oxfam America). Des formations, des évaluations des besoins, des enquêtes de référence et de suivi ont toutes été mises en œuvre. Les documents cadres et la stratégie SEA&D détaillent l'approche, la méthode et la mise en œuvre des enquêtes et ils précisent les rôles des différents partenaires. La Thématique a également organisé des séances de formation au logiciel CSPro pour tout le personnel de SG 2000 et elle a formé des enquêteurs et des surveillants à la collecte des données et à la réalisation des enquêtes. Des évaluations des besoins ont été effectuées dans dix régions du pays, couvrant 128 CFA du projet – en particulier le projet SEAED financé par la BMGF. Des comptes rendus détaillés ont été produits pour chaque *woreda* du projet afin d'aider la Thématique à établir une intervention fondée sur les besoins dans les CFA du projet. Les comptes rendus identifient et priorisent les technologies innovantes en matière de cultures, d'élevage, de systèmes post-récolte, d'agrotransformation et de besoins de formation des agriculteurs, des AD et des TS. Des enquêtes de référence ont été entreprises dans 50 *kebeles* et un ensemble de données validées portant sur 1 652 ménages a été produit, à la fois pour des sites d'intervention du SG 2000 et pour des sites témoins. Pour promouvoir l'apprentissage et la dissémination, la Thématique 5 (SEA&D) a organisé des bilans trimestriels et elle a participé à plusieurs ateliers afin de communiquer les résultats des enquêtes.

En 2012, la Thématique 5 sera principalement axée sur la mise en œuvre de produits structurés et d'enquêtes de suivi des résultats et elle entreprendra, entre autres, des études approfondies sur les batteuses polyvalentes, les approches de vulgarisation agricole du SG 2000, etc.



Les AD accèdent à l'Internet au Centre de ressources de vulgarisation au niveau des *woredas* (WERC)

La faim au Mali reste un problème grave, malgré la progression de son score dans l'Indice de la faim dans le monde (GHI) qui est passé de 49,9 % en 1990 à 25,5 % en 2011. SG 2000 est impliqué dans ce pays sahélien depuis 1996. La production alimentaire au Mali est dominée par des petites exploitations familiales de moins de quatre hectares, qui produisent des céréales traditionnelles (millet, sorgho), du maïs, du riz et des légumineuses (arachide et pois fourrager). La libéralisation du marché des intrants et des produits, la flambée des prix des denrées alimentaires depuis 2008, et les efforts du gouvernement afin de subventionner les semences et les engrais pour les principales cultures vivrières, offrent des opportunités pour une intensification durable de la petite agriculture familiale.

D'après les estimations des pouvoirs publics, la production de céréales pour 2011/12 faisait 5 788 000 tonnes, une hausse de 2 % par rapport à la période de 2006-10, mais tout de même une diminution de 25 % sur la campagne 2010-2011. Cette réduction récente de la production céréalière s'explique par des précipitations tardives et faibles, qui ont contribué à une piètre moisson dans l'ouest sahélien du pays (nord des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou) et dans le Delta intérieur du Niger dans la région de Mopti. Le bilan céréalière établit un excédent net de production de 1 716 320 tonnes, toutes céréales confondues, y compris l'importation, les exportations commerciales et la distribution de denrées. Toutefois, il est estimé que 1,7 million de gens restent exposés à la famine. La situation est encore exacerbée par un soulèvement rebelle dans le nord du pays, qui a contraint quelque 320 000 personnes à fuir les combats, parfois pour se réfugier dans les pays voisins.



Egreuse à maïs à opération manuelle

Accroître les capacités de productivité agricole

Le Programme d'appui agricole de la SAA au Mali se concentre sur les petits ménages agricoles confrontés à un risque d'insécurité alimentaire et/ou à la pauvreté. Il entend créer des opportunités pour les agriculteurs de subsistance et ceux ayant un excédent de production pour accéder à des technologies de production appropriées dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage et pour stimuler des possibilités de génération de revenu.

Afin d'élargir l'accès des agriculteurs à des technologies améliorées de production agricole, 651 démonstrations de méthodes culturales, telles que l'utilisation de meilleures variétés de semences, de types d'engrais et de niveaux d'application plus adaptés, ont été mises en place dans 152 villages, faisant intervenir 6 124 agriculteurs, dont 5 661 femmes. Sur la base des démonstrations de technologie de production agricole 2010-2011, les agriculteurs en 2011-2012 ont établi 6 401 parcelles d'essai de production (PTP), y compris des parcelles de démonstration de microdosage, en partenariat avec le programme AGRA PASS. SG 2000-Mali a également contribué à la production intensive et à la commercialisation de millet et de sorgho en conjonction avec le Programme de soutien à la recherche en collaboration INTSORMIL (sorgho et millet).

Quinze organisations paysannes ont bénéficié de semences et d'engrais minéraux (DAP et urée) et ont cultivé 500 hectares de Toroniou – une variété de millet améliorée. Elles ont produit 600 tonnes de millet en grain, dont 25 tonnes vendues au prix fort et utilisées pour constituer un fonds renouvelable afin de garantir un système durable d'achats publics d'intrants agricoles.

Pour 2012/2013, des activités d'optimisation agricole viseront à améliorer la productivité des cultures en renforçant les plateformes d'apprentissage agricole dans 120 villages

Directeur national : Abou Berthe



« Seuls six pour cent des ménages agricoles sont dirigés par des femmes. L'illettrisme est une contrainte majeure. »



Groupe d'exploitation d'une parcelle à option technologique (TOP) dans un champ de petit mil

supplémentaires à travers quatre régions du pays.

Activités post-récolte et agroindustrielles

Les activités post-récolte et agroindustrielles ont porté sur l'établissement de plateformes d'apprentissage post-récolte dans 10 villages phares, en partenariat avec le programme d'accès au marché d'AGRA. Ces plateformes ont été dotées en matériel de manutention post-récolte, y compris des batteuses, des nettoyeuses, des décortiqueuses et des étuveuses à riz, pour les groupements d'agricultures. La manutention post-récolte de la plupart des cultures, qui est souvent l'apanage des femmes, reste une tâche laborieuse. Pour réduire la charge de travail des agricultrices et accroître leur efficacité, des modèles de décortiqueuses d'arachide et d'étuveuses à riz ont été mis au point et introduits dans la plupart des plateformes post-récolte. La décortiqueuse d'arachide peut traiter un sac d'arachide à l'heure alors que le traitement manuel permet de décortiquer un sac en

huit heures. L'étuveuse à riz peut traiter au moins 325 kg de riz paddy par jour contre 100 kg avec le système traditionnel. Les fabricants locaux ont également été formés à la fabrication de ce matériel.

Les activités planifiées pour 2012/2013 prévoient le renforcement des capacités des plateformes d'apprentissage post-récolte et agroindustriel pour le développement d'entreprises commerciales durables sur le modèle de coopératives.

La commercialisation groupée est encouragée dans les plateformes post-récolte en fournissant un appui à 20 entrepôts de warrantage de céréales de base. Les organisations paysannes et les vulgarisateurs ont réussi à négocier avec des établissements de microcrédit et des banques agricoles (BNDA, Kondo Jigima et Kafo Jiginew) afin d'obtenir un crédit sur huit mois assorti d'un taux de 10 à 12 % pour participer à des opérations de warrantage, de commercialisation groupée et de génération de revenu. Quelque 226 producteurs de cinq coopératives

Réalisations des plateformes d'apprentissage agricole 2009-2011

Indicateurs de performances clés	2009	2010	2011	TOTAL
Nombre d'agents de vulgarisation	60	74	179	313
Nombre d'agriculteurs formés	480	4 467	8 214	13 161
Nombre de technologies démontrées	10	10	10	10
Nombre de démonstrations	480	1 563	651	2 694
Nombre total de participants	540	4 541	8 393	13 474
Nombre de participantes	240	1 257	2 964	4 461

agricoles ont stocké 115 tonnes de céréales. Le bénéfice net du programme de warrantage est de l'ordre de 144,55 dollars US par producteur. Les activités de génération de revenu ont touché 57,67 % des matières premières concernées par le système d'entrepôts en warrantage et elles ont contribué à un revenu supplémentaire de l'ordre de 45,37 dollars US par producteur.

SG 2000-Mali agit en partenariat avec des agrodistributeurs (Arcenciel et Faso Kaba) pour accroître l'accès des producteurs aux engrais minéraux et aux semences et avec le Programme alimentaire mondial pour sécuriser des débouchés pour les petits exploitants. Les producteurs ont acheté directement 624 tonnes d'engrais minéraux (DAP, NPK et urée), 5 660 litres d'herbicides et 2 450 sacs de fongicides à 23 magasins d'intrants établis en collaboration avec le programme AGRA PASS. Au titre de l'exercice 2011-2012, cinq organisations paysannes – soutenues par SG 2000 – ont contracté 491 tonnes de millet sur 646 tonnes, et 365 tonnes de sorgho sur 480 tonnes ; soit un taux de réalisation de 76 % contracté dans le cadre du système de marché d'achats publics de denrées alimentaires géré par le PAM/P4P.

Parmi les activités figurant au planning pour 2012-2013, on peut citer le renforcement des capacités de dix organisations paysannes pour fournir des produits alimentaires de qualité et

un meilleur accès au marché.

Productivité agricole

SAFE et la Thématique d'Amélioration de la productivité agricole ont collaboré à l'établissement de plateformes d'apprentissage agricole (PAA), y compris des parcelles à option technologique (TOP) et des démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD) au Centre de formation agricole de Samanko, une institution affiliée au programme SAFE au Mali. Les étudiants ont eu l'occasion d'en savoir plus sur les stratégies de la SAA et de se familiariser avec les technologies introduites pour la dissémination rapide des stratégies de la SAA dans le système social au service duquel ils travailleront sans doute, une fois qu'ils auront décroché leur diplôme.

Parmi les activités supplémentaires prévues pour 2012-2013 figure l'élargissement de l'approche par PAA du Centre de Samanko à l'Institut polytechnique rural de Katibougou.

Etudes de recherche

Les activités de suivi-évaluation et d'apprentissage ont porté sur des enquêtes de référence et des études Nyèt@kènè. Les résultats de l'enquête de référence ont révélé que seuls 6 % des ménages agricoles étaient dirigés par des femmes. L'illettrisme est une contrainte majeure, car 79,9 % des répondants n'ont pas d'éducation formelle et 83,1 % n'ont pas de compte bancaire.



Chargée de programme, Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Oumou Sissoko

Oumou a rejoint SAA Mali en août 2011 en qualité de Chargée de programme pour le Suivi-évaluation, l'apprentissage et la dissémination. Elle est titulaire d'une licence en statistiques et d'une MBA de l'Université d'Etat de St Cloud dans le Minnesota aux Etats-Unis. Une fois son diplôme décroché, elle a travaillé pendant un an comme Inspectrice des documents de prêts à la Wells Fargo Bank et, avant de rejoindre la SAA, elle était assistante commerciale pour une société privée.



Coordonnateur thématique, Partenariats public-privé et accès au marché

Nouhoum Sangaré

Nouhoum Sangaré est diplômé en génétique animale de formation et il a enseigné dans ce domaine pendant une dizaine d'années à l'Institut rural du Mali. Il a été impliqué dans des projets de développement auprès des communautés rurales pendant bien des années. N. Sangaré se targue d'une solide expérience en formulation de projet et en suivi, notamment pour ce qui touche aux projets ayant trait aux approches par filière et à l'organisation des parties prenantes.

L'étude Nyèt@kènè a révélé que les femmes peuvent être une source de compétitivité accrue et d'autonomisation car elles peuvent fournir des services aux membres de leur coopérative comme, par exemple, l'éducation et la formation ; les conseils sur l'information et l'accès au marché ; les services d'audit ; le crédit ou l'immatriculation des entreprises ; la recherche ; les services de communication. Elles peuvent jouer

le rôle de structures d'appui aux coopératives en leur apportant des compétences et des ressources pour les renforcer et les faire s'épanouir en véritables entreprises capables de générer un revenu pour leurs membres.

Si l'on se tourne vers l'avenir, il est prévu d'entreprendre une évaluation à mi-parcours et des études d'impacts durant la campagne 2012-2013.



Des agricultrices dés herbent une parcelle de démonstration de culture de l'arachide destinée aux femmes (WAD) dans le village de Medina



Prestataire de services de décorticage d'arachides

L'agriculture est le secteur économique le plus important du Nigéria ; elle compte pour près de 42 % du PIB et emploie plus de 60 % de la population. La lente croissance de l'agriculture a donné lieu à une augmentation des importations de denrées et une plus grande insécurité alimentaire. Au Nigéria, comme dans beaucoup de pays en développement, les femmes jouent un rôle prépondérant dans la production de denrées agricoles et notamment dans la transformation des aliments ; toutefois, elles sont confrontées à des obstacles de taille pour accroître leur productivité et leur niveau de vie. Comme de coutume, dès mars 2011, des intrants agricoles tels que des semences améliorées, des engrais et des produits chimiques ont été achetés et distribués aux agriculteurs grâce à des subventions de l'ordre de 40 à 50 % consenties par les différents pouvoirs publics. Des intrants agricoles comme des semences, des engrais, des produits chimiques et des pulvérisateurs ont ainsi pu être mis à disposition.

Collaboration interthématique

Le seul facteur limitatif pour les agriculteurs a été le coût élevé des engrais et leur qualité. De même, l'utilisation de semences améliorées par les agriculteurs a été entravée du fait des réseaux insuffisants d'agrodistributeurs en zones rurales. Les agriculteurs recyclent les graines entre eux, ce qui finalement donne de piètres rendements. On a observé de bonnes performances dans les champs appliquant les différentes technologies, hormis dans les régions où les semis ont dû être différés en raison de l'arrivée tardive des pluies. Les prix de la plupart des denrées de base comme le maïs, le riz, le millet, le sorgho et le pois fourrager ont augmenté de plus de 25 % par rapport au premier trimestre de 2011. Dans l'ensemble, les moissons/rendements ont été supérieurs à la moyenne sans incidence économique des ravageurs, des maladies, de la sécheresse ou des inondations. Une plus grande collaboration interthématique a donné lieu à une meilleure synergie en faveur d'une approche globaliste afin de mieux répondre aux besoins des agriculteurs.

De bonnes performances agricoles

L'année 2011 a commencé avec des visites de pré-campagne pour se mêler aux agriculteurs dans des zones d'intervention désignées. Cette interaction a été suivie par une formation de pré-campagne sur les meilleures pratiques agronomiques à l'intention des

vulgarisateurs et de certains agriculteurs chefs de file désignés. En tout, 161 vulgarisateurs communautaires ont été formés à travers tous les Etats. La saison des pluies a démarré en avril dans l'Etat d'Adamawa, alors que les Etats de Kano, Bauchi, Gombe, Jigawa et Zamfara n'ont reçu leurs premières pluies qu'en mai. Les semis des cultures ont commencé fin mai et se sont poursuivis jusqu'en juin dans les zones agroécologiques du centre nord, du nord-est et du nord-ouest. L'équipe de la thématique 1 a établi 2 309 parcelles d'essai de production (PTP), 278 parcelles à option technologique (TOP) portant sur différentes technologies pour la culture de céréales, de légumineuses et d'oléagineux) et 743 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD). Une formation de milieu de campagne a été organisée à l'intention des agents de vulgarisation et des coordonnateurs d'Etat et de zone ; elle portait sur la collecte des données de terrain et leur saisie sur les fiches techniques ; l'utilisation d'un GPS pour saisir les coordonnées et les dimensions de surface (la plupart des vulgarisateurs ont ainsi été confrontés à un GPS pour la première fois) ; et un bilan des activités de terrain sur les TOP, les WAD, les PTP et les parcelles de variétés communautaires (CVP). La saison des pluies s'est achevée durant la deuxième semaine d'octobre dans la plupart des régions où nous intervenons ; de bonnes performances agricoles ont été observées dans tous les Etats.

Directeur national : Sani Miko

« Le seul facteur limitatif a été le coût élevé des engrais et leur qualité. »



Groupe d'agricultrices sur une parcelle à option technologique (TOP)

Treize journées champêtres (JC) ont été organisées dans les six Etats, le plus grand nombre ayant eu lieu dans l'Etat d'Adamawa et le nombre le plus modeste dans l'Etat de Bauchi. Pour accroître l'efficacité du personnel de vulgarisation, on a fait l'acquisition d'un total de 32 motos qui ont été distribuées à 32 agents de vulgarisation zélés dans l'Etat d'Adamawa.

Etablissement de nouvelles entreprises

Une évaluation des besoins de nouveaux groupements de transformatrices a été réalisée dans les Etats de Jigawa et d'Adamawa plus tôt dans l'année, afin d'entreprendre une analyse rapide des groupements nouvellement recensés dans les Etats. En tout, sept groupements de femmes ont été identifiés, avec un total de 187 transformatrices membres impliquées dans différents secteurs de transformation. Ainsi, quatre entreprises ont été créées pour la transformation du *gari*, du riz et de l'huile d'arachide et pour le broyage du maïs (tableau 1).

De surcroît, des formations ont été organisées sur le développement et la gestion des entreprises ; le développement d'agro-entreprises ; les systèmes post-récolte et le traitement agroindustriel du maïs et du riz ; l'amélioration des techniques d'étuvage du riz ; les systèmes post-récolte et le traitement agroindustriel du maïs, du riz, du sorgho, du millet, du pois fourrager et de l'arachide ; les systèmes post-récolte et le traitement agroindustriel du maïs à l'intention des agriculteurs affiliés au projet BtM2 USAID/MARKETS ; le fonctionnement des machines et l'extraction d'huile d'arachide à Panda (Kano). La Thématique a également effectué une vérification des machines agricoles et un exercice d'adaptation portant sur un extracteur d'huile d'arachide dans l'Etat de Jigawa et sur une batteuse polyvalente dans l'Etat d'Adamawa.

Dans un effort visant à promouvoir une plus large adaptation de machines simples, efficaces et abordables pour les systèmes post-récolte et le traitement agroindustriel, sept prestataires de services, adoptant des extracteurs d'huile d'arachide, des batteuses polyvalentes, des rizeries et des batteuses à riz ont vu le jour. La Thématique a également procédé à l'achat de 8 batteuses polyvalentes, 5 batteuses à riz et à blé, 12 malaxeurs d'huile d'arachide à moteur, 5 broyeurs humides, 14 malaxeurs d'huile d'arachide manuels, 20 bâches, 7 nettoyeuses de grains, 200 égreneuses à maïs

Tableau 1 : Quatre nouvelles entreprises financées et équipées par la SAA

Etat	Autorité locale	Groupement	Type d'entreprises	Produit transformé
Adamawa	Fufore	Unity Farmers	Fabrication d'huile d'arachide	Huile d'arachide, tourteaux d'arachide
	Ganye	Tikamen Women	Transformation du manioc	Garri et amidon
	Larmorde	Alheri Women MPC	Transformation du riz	Riz étuvé
	Madagali	Hankuri Women Farmers	Transformation du maïs	Farine de maïs
Jigawa	Birnin-Kudu	Kafin-Gana women Rice farmers	Transformation du riz	Riz étuvé

manuelles, 12 kits d'étuvage de riz, 5 broyeurs à marteaux, 8 rizeries SB, 5 torréfacteurs d'arachide, 5 unités de traitement du manioc et 1 plantoir. Certains de ces engins ont servi à lancer des prestations de services PRAI. Deux modules de formation sur le développement et la gestion d'entreprises ainsi que sur les systèmes de traitement post-récolte du maïs ont été commandités.

Développement de l'accès au marché

La Thématique 3 continue de forger des partenariats plus formels avec les secteurs public et privé. L'accent a été mis sur (1) le renforcement des capacités des agrobusiness privés en matière de services conseils aux agriculteurs ; (2) le renforcement des systèmes d'approvisionnement en semences des petits producteurs ; (3) l'amélioration des liens institutionnels par le développement de partenariats solides ; (4) la promotion de liens avec le marché entre les associations paysannes et les entrepreneurs commerciaux ; et (5) la facilitation des services de crédit commercial pour les associations paysannes et les entrepreneurs. Ainsi, 15 agrobusiness privés ont participé à des réunions de sensibilisation au soutien offert aux services de vulgarisation agricole. De ce fait, Manoma Seeds Limited, Jubaili Agrotec et Dizengoff Agricultural Unit ont soutenu les démonstrations de SG 2000.

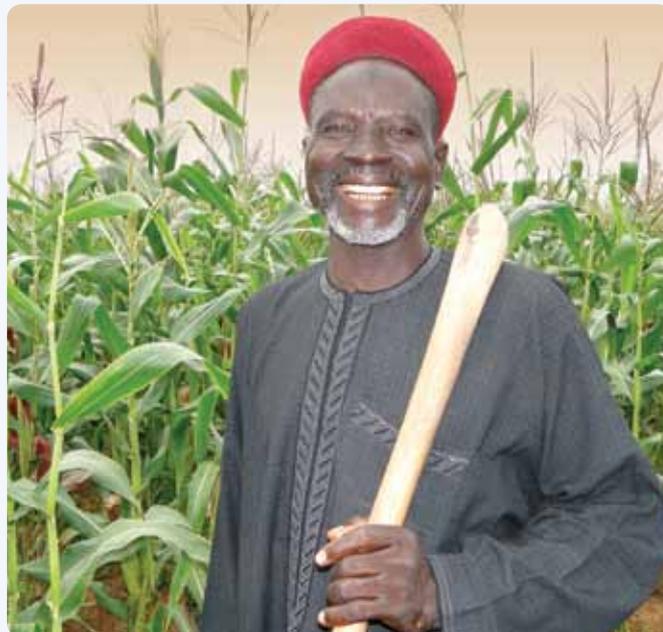
La Thématique 3 a également formé 130 petits sélecteurs de semences communautaires regroupant 120 hommes et 10 femmes, ainsi que 30 agents de vulgarisation en conjonction avec la Thématique 1, ce qui a permis la production de 360,7 tonnes de semences certifiées assorties. Sur ce total, 1,5 tonne de semences de base ont été fournies au

programme de multiplication de semences communautaires JASCO/JARDA dans l'Etat de Jigawa. Les producteurs bénéficiaires du programme ont vendu plus de 5 tonnes de semences à des sociétés semencières. La Thématique a réalisé deux ateliers de formation à la planification et la gestion d'entreprises pour 11 groupements d'agriculteurs, 8 groupements de transformatrices, 10 entrepreneurs et autres parties prenantes. Dans l'Etat d'Adamawa, trois groupements d'agriculteurs ont également été mis en rapport avec la Premier Seed Company pour l'achat de 3,5 tonnes de mélanges de semences d'une valeur de 525 millions de nairas. Un prestataire de services a été mis en rapport avec la banque de microcrédit Karfi Hausa pour l'obtention d'une facilité de 150 000 nairas.

Les activités de la Thématique SEA&D ont été confinées aux Etats d'Adamawa et Jigawa. Une formation aux outils SEA&D a été dispensée à l'intention du personnel, des enquêteurs et du Coordonnateur de la Thématique. Trente enquêteurs ont été formés à la collecte des données et une formation interne au logiciel et au matériel informatiques, notamment CSPRO, MS Access, MS Excel, SPSS et au système de positionnement par satellite (GPS) a également été assurée, en prévision de la réalisation d'enquêtes de référence. Des données de référence ont été recueillies auprès de huit autorités locales dans les Etats de Jigawa et d'Adamawa. Leur analyse a été effectuée et des rapports provisoires et définitifs ont été rédigés avec succès.

Partenariats, progrès et réalisations

La SAA a effectué des audits de toutes les dépenses effectuées durant l'année sur les comptes des Etats et des rapports détaillés



Facilitateur communautaire

ont été rédigés sur les activités techniques entreprises dans les Etats de Jigawa et d'Adamawa dans le cadre des livrables prévus aux termes du mémorandum d'accord préalablement signé. Ces rapports ont été soumis aux gouverneurs exécutifs des Etats accompagnés d'une demande de déblocage de la deuxième tranche pour l'année 2012. Les 400 000 dollars de fonds publics ont été utilisés parallèlement à des fonds de la SAA pour mener à bien toutes les activités thématiques. Les rapports ont indiqué que les pouvoirs publics étaient satisfaits du niveau des activités entreprises dans leur Etat respectif. Une fois encore, la SAA s'est vue octroyée un sous-contrat pour travailler avec 5 000 petits producteurs de maïs dans l'Etat de Kaduna dans le cadre du projet Bridge to MARKETs II. Une Formation des Formateurs (FdF) sur les technologies de production du maïs, la gestion des groupes et

la tenue de registres a été réalisée à l'intention de 216 agriculteurs chefs de file qui ont à leur tour formé 4 784 agriculteurs dans leur communauté. L'objectif principal de ce programme était de relier ces producteurs à la société Grand Cereals Ltd, basée dans l'Etat du Plateau.

La SAA a maintenu son partenariat avec les principaux analystes, y compris l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et l'Université de Wageningen, sur le projet N2FIXAFRICA, financé par la BMGF. En tout, 388 parcelles de démonstration de pois fourrager, de soja et d'arachide ont été mises en place sous la supervision de vulgarisateurs ainsi que 7 224 parcelles de démonstration satellites, avec une implication minimale des agents de vulgarisation. L'objectif est d'améliorer et de préserver la fertilité des sols et la productivité agricole.



Démonstration du battage motorisé et manuel du maïs à l'intention des agriculteurs chefs de file dans le cadre du projet USAID/ MARKETs

En 2011, l'Ouganda a connu une série de problèmes économiques, exacerbés par l'instabilité de l'économie mondiale. Le taux d'inflation annuelle de l'Ouganda a connu une hausse rapide de 5 à 30,5 % entre janvier et octobre, avant de régresser à 29 % en novembre. La baisse constatée à la fin de l'année s'expliquait essentiellement par le recul des prix alimentaires.

La forte inflation a exercé des pressions sur les revenus disponibles des ménages, ce qui a présenté un problème majeur pour la stabilité macro-économique. Cela a aussi eu un impact sensible sur la hausse des prix de la plupart des produits de base, y compris les denrées, le carburant, les produits agricoles et les intrants.

Des moissons de qualité

La première campagne de 2011 (janvier-mai) a été caractérisée par un temps très sec. En revanche, les précipitations de juillet et novembre ont été plutôt bonnes, ce qui a donné des moissons de qualité.

La Thématique 1 a apporté un appui technique aux producteurs dans 9 districts, 21 sous-comtés, 84 paroisses et travaillé avec 22 facilitateurs communautaires de zone et des agriculteurs triés sur le volet. La Thématique 1 a aussi établi 336 parcelles à option technologique (TOP), 504 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD), 20 parcelles de variétés communautaires (CVP) portant sur du maïs, des haricots, du riz pluvial, du soja, de l'arachide et des patates douces et 2 520 parcelles d'essai de production (PTP). Les cultures ont été sélectionnées à partir d'une approche démocratique ascendante qui a considéré le marché et la sécurité alimentaire. Il a été demandé aux agriculteurs qui accueilleraient des TOP et des WAD de tenir des registres et d'évaluer la rentabilité des différentes offres technologiques à partir d'une analyse de la marge brute.

Il est indispensable d'accroître l'accès des parties prenantes aux informations si l'on veut améliorer l'adoption des technologies et

augmenter la productivité. Des journées de formation et des journées champêtres ont été organisées avant, pendant et après la campagne. Seize distributeurs auxiliaires, formés dans deux districts en collaboration avec la Thématique 3, ont permis de rapprocher les intrants des agriculteurs au niveau de la paroisse, en comblant le fossé entre les fournisseurs d'intrants et les agriculteurs. Les sociétés semencières ont fourni des semences de nouvelles variétés à des fins de démonstration dans le cadre du concept de CVP, pour sensibiliser les producteurs et stimuler la demande. Les parties prenantes ont été formées dans différentes régions en fonction des besoins. En tout, 22 vulgarisateurs (6 femmes, 16 hommes) et 212 facilitateurs communautaires (89 femmes, 123 hommes) ont bénéficié d'une formation de formateurs (FdF) aux pratiques agronomiques pour des cultures désignées et à la mise en place de plateformes d'apprentissage agricole (PAA). Des vulgarisateurs et des facilitateurs communautaires ont formé 1 395 agriculteurs (743 femmes, 652 hommes) à des pratiques culturales et une utilisation d'engrais appropriées ; 2 054 parties prenantes (agriculteurs, vulgarisateurs, personnel de district, sociétés semencières, agents

Directrice nationale : Roseline Nyamutale

« Une forte inflation a exercé des pressions sur les revenus disponibles des ménages, ce qui a présenté un problème majeur pour la stabilité macro-économique. »



Groupement paysan avec son chef de file au cours d'une visite sur le terrain de la SAA dans le nord de l'Ouganda

des autorités locales et chefs de communauté) ont assisté à des journées champêtres.

Une visite d'exploration dans l'ouest du Kenya avec du personnel et 40 agriculteurs a été organisée afin de mettre en commun des expériences. L'équipe a également rendu visite au Salon annuel d'agriculture et du commerce de Nairobi. Par la suite, les agriculteurs ont adopté un certain nombre de technologies agronomes, par exemple le compostage de légumineuses comme le soja pour conserver l'humidité du sol ainsi que le billonnage et le buttage du maïs et de certaines autres cultures. Les agriculteurs ont également appris comment produire du biogaz. Un vulgarisateur du district de Kamwenge, sous-comté de Ntara,

a assisté à un stage de formation en vulgarisation rizicole à l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) aux Philippines afin de promouvoir la fourniture de services conseils en riziculture. Des émissions radiophoniques et des documentaires télévisés ont augmenté le travail de proximité déjà pratiqué avec les plateformes d'apprentissage agricole. L'introduction de facilitateurs communautaires a augmenté l'accès des agriculteurs aux services de vulgarisation. Le nombre de facilitateurs communautaires rapporté au nombre d'agriculteurs est de 1:80. Les facilitateurs communautaires sont constamment supervisés et ils reçoivent des conseils techniques de la part des vulgarisateurs. Pour contrôler leurs performances, les vulgarisateurs et les facilitateurs communautaires signent des registres de prestations agricoles qui indiquent les activités réalisées et les conseils prodigués.

Démonstration des technologies

La Thématique 2 a réalisé des activités visant à renforcer et à soutenir des agriculteurs dans le domaine des systèmes post-récolte et des technologies agroindustrielles (PRAI) tout en améliorant le contrôle de la qualité tout au long de la filière. Les activités se sont axées sur le renforcement des capacités, le transfert des technologies, la valorisation et l'amélioration de la qualité des produits. Parmi les réalisations majeures, on peut citer la formation des fabricants parallèlement à la démonstration des technologies PRAI, la formation des agriculteurs et des vulgarisateurs



Evaluation de différentes variétés d'arachides

et la formation de femmes à des techniques agroindustrielles et au développement d'entreprises. Dans bon nombre d'associations paysannes, on a constaté une amélioration de la qualité des produits et de l'accès au marché suite à la formation des agriculteurs, des vulgarisateurs et des agriculteurs chefs de file au contrôle qualité et aux systèmes de manutention post-récolte. Les démonstrations PRAI réalisées dans différents sous-comtés ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la sensibilisation des producteurs aux technologies appropriées à différents niveaux de la chaîne de valorisation. Dans certains districts, des prestataires de services privés PRAI ont poussé comme des champignons.

Les acteurs suivants ont été formés durant l'année : 92 vulgarisateurs et facilitateurs communautaires de zone ont bénéficié d'une FdF pour pouvoir former des agriculteurs aux technologies PRAI, au contrôle de la qualité et au développement des entreprises ; ils ont ensuite formé 2 552 agriculteurs (1 650 femmes et 902 hommes). Douze fabricants ont été formés à la fabrication de batteuses et de nettoyeuses polyvalentes, tandis que 19 maçons et 15 artisans étaient formés pour faire office de personnes ressources lors de la construction de cribs à maïs. Seize femmes issues de huit districts ont été formées en techniques agroindustrielles dans la fabrication de friandises. Douze gestionnaires de centres issus de six associations de centres multiservices (OSCA) et centres de commercialisation ont été formés à l'entretien et au fonctionnement de machines agricoles PRAI.

Des prototypes de matériel mobile PRAI ont été adaptés et démontrés à des agriculteurs à l'occasion de stages de formation, de journées champêtres et de salons agricoles. De ce fait, plus de 436 unités d'équipement ont été adoptées dans différentes régions du pays. Trois chariots, pour convertir des égreneuses à maïs motorisées en égreneuses mobiles, ont été construits ainsi que deux machines mobiles pour confectionner des chips de manioc afin d'améliorer les services aux agriculteurs dans ce domaine.

Un cocon à grains et un réservoir en PVC ont été adaptés pour démontrer différentes technologies de stockage des céréales. Trois cent-vingt bâches et deux aires de séchage ont fait l'objet d'une démonstration au niveau de la ferme pour sensibiliser les agriculteurs aux pratiques de séchage appropriées. Les plateformes d'apprentissage et de vulgarisation post-récolte (PHELP) et des modèles d'engins PRAI destinés à des prestataires privés ont

été mis au point et renforcés chez les agriculteurs et les principales parties prenantes. Quatre OSCA ont été transformés en PHELP ainsi que cinq prestataires de services privés PRAI au sein des districts disposant d'OSCA.

Les interventions de la Thématique 2 ont enregistré une amélioration dans la qualité et la quantité des produits fournis, ce qui a attiré des acheteurs, lesquels ont offert des prix plus élevés. Plus de 300 tonnes ont été vendues au centre de commercialisation de Bugiri suite à une amélioration de la qualité des grains.

Des marchés rémunérateurs

L'accès à des marchés rémunérateurs est un déclencheur propice à l'adoption technologique et à une production accrue de produits de qualité. En 2011, la Thématique 3 (PPP/AM) a appuyé les compagnies semencières du secteur privé par un renforcement des capacités de 27 vulgarisateurs et 85 agro-distributeurs en systèmes de fourniture de services agronomes et de vulgarisation. Soixante-huit agricultrices ont été formées et mises en rapport avec Pearl Seeds pour cultiver des semences de base de haricots d'une valeur de 52 000 dollars sur 20 hectares, qui ont ensuite été vendues à NASECO et Pearl Seeds.

Soixante-dix-huit agro-distributeurs ont été mis en rapport avec des exploitants soutenus par la SAA dans 12 districts. La Thématique 1, en collaboration avec l'Association nationale ougandaise des distributeurs d'intrants agricoles (UNADA), a assuré la formation de 16 distributeurs auxiliaires (13 hommes, 3 femmes) pour améliorer l'accès des producteurs aux semences. Un manuel de commercialisation destiné aux distributeurs auxiliaires a été préparé. Des liens leur ont également permis d'accroître leur base de capitaux. Une femme distributeur auxiliaire a ainsi doublé sa mise de fonds initiale de 8 000 dollars US en deux mois lorsque la formation a touché un plus grand nombre d'agriculteurs par le biais des Services conseils agricoles nationaux (NAADS).

L'achat d'intrants en vrac, promu dans le cadre du partenariat P4P, a économisé au groupe un total de 3 500 dollars sur des intrants d'une valeur totale de 32 970 dollars.

Grâce au soutien du P4P pour améliorer l'efficacité des systèmes agroindustriels, deux nettoyeuses de semences motorisées ont été mises en place dans deux OSCA (Bugiri et Lira) et des humidimètres ont été installés dans tous les districts impliqués dans le projet P4P.

Pour tenter d'améliorer les liens des agriculteurs avec les nouveaux marchés, deux fabricants d'aliments pour animaux ont été identifiés pour acheter du maïs et du soja, les principaux ingrédients entrant dans la fabrication d'aliments du bétail. Afin d'améliorer les activités génératrices de revenus, 18 agricultrices de la région de Lira ont été formées à la transformation de manioc en *gari*, une denrée dont les débouchés sont immédiats.

Pour réformer l'approche par OSCA, quatre membres exécutifs de ZAABTA (1 150 membres) ont été formés en planification d'entreprise, en association avec le Uganda Development Trust – un organisme de microcrédit. Quelque 5 601 agriculteurs, y compris 3 286 femmes, ont bénéficié d'une formation au crédit mais seuls 206 producteurs ont confirmé avoir eu accès à des prêts. Ce processus reste très lent en raison des critères bancaires extrêmement stricts fixés pour l'octroi de prêts, qui sont loin d'être adaptés aux agriculteurs.

Une organisation fondée sur la preuve

Les travaux de la Thématique 5 ont transformé la SAA en une organisation fondée sur la preuve. Toutefois, il est complexe de réunir les preuves et cela fait intervenir de nombreux acteurs de la chaîne « depuis les bureaux jusque sur le terrain ».

La Thématique SEA&D a tenté de comprendre cette diversité en réalisant des études de référence dans les nouvelles zones d'intervention. Parmi les districts ayant fait l'objet d'une enquête figuraient Lira, Luweero, Wakiso, Mukono, Buikwe, Kamwenge, Ntungamo, Jinja, Kumuli, Bugiri et Tororo. Les résultats montrent que :

- Un grand nombre de ménage (42,3 %) possèdent des maisons ayant un sol en terre battue ; la plupart des murs sont fabriqués en briques séchées (38,4 %) et la majorité des toits sont en tôle ondulée (60,1 %).
- La plupart des terres sont héritées

(41 %). En moyenne, les ménages exploitent 0,4 hectare ; moins que la moyenne nationale qui est de 1 hectare. Les ménages dirigés par des femmes exploitent un lopin de terres plus petit (0,3 hectare) que les ménages dirigés par des hommes (0,5 hectare) ou des jeunes adultes (0,4 hectare).

- Plus de 90 % des ménages des différents districts sont à leur compte et travaillent principalement dans la production agricole.
- La principale source de crédit est semi-formelle et elle est essentiellement constituée de microcrédit pour des opérations agricoles (plus de 70 %), spécialement destiné à couvrir l'achat d'intrants, puis les frais de scolarité.
- Aucun ménage n'a connu de pénurie alimentaire entre avril-juin et août-décembre 2010. Quelques cas ont été signalés en janvier (6,9 %), en février (6,3 %), mars (10,6 %) et juillet (0,5 %). Ces mois sont considérés comme présentant un risque d'insécurité alimentaire. D'après le Bureau des statistiques de l'Ouganda, les pénuries alimentaires signalées en Ouganda en 2010 sont estimées à 63 %.

L'évaluation des besoins à tous les niveaux de la filière a aussi été une entreprise importante de la Thématique SEA&D car elle permet une prise de décisions éclairée et des interventions réellement requises par les agriculteurs.

Durant l'année, des efforts ont aussi été faits pour suivre l'évolution des autres interventions thématiques. Il s'agissait principalement d'un survol des interventions ayant enregistré des résultats prometteurs grâce aux efforts des différentes thématiques sur le terrain. Une autre entreprise majeure durant l'exercice a été la mise en commun des enseignements avec toutes les parties prenantes pertinentes. L'ensemble de la grande famille de la SAA a apprécié le besoin de mesurer les résultats avant de faire profiter les agriculteurs des différents services.



Le personnel de SG 2000 et un agriculteur participent à une émission radiophonique.

Ethiopie – Tremplins pour le changement

Depuis 2008, l'Association Sasakawa pour l'Afrique s'efforce de diversifier ses sources de financement tout en comptant sur le soutien constant et indéfectible de la Nippon Foundation. Plutôt que de le disperser, cela ne fait que renforcer l'axe principal des objectifs de la SAA, tels qu'ils sont énoncés dans le Plan stratégique (2012-2016) car les flux de financement des différents bailleurs sont injectés dans un même programme de travail de groupe. De ce fait, les interventions de la SAA sur le terrain ont été démultipliées et elles ont pu avoir beaucoup plus d'impact.

Ce constat est désormais manifeste dans chacun des quatre pays phares, et notamment en Ethiopie où la Fondation Bill & Melinda Gates apporte un soutien financier à un projet mis en œuvre par la SAA en vue de créer des « tremplins pour le changement ».

Suite à un comité de pilotage du projet, des points focaux ont été désignés dans les régions et les *woredas* (districts) au début de l'année. Des enquêtes d'évaluation des besoins ont ensuite été réalisées dans 10 Etats régionaux, 18 *woredas*, 52 centres de formation agricole (CFA) – auprès de 968 agriculteurs. A en juger des données recueillies et évaluées, les technologies appropriées ont été identifiées et démontrées dans 15 *woredas*, et 36 CFA dans 76 plateformes d'apprentissage agricole (PAA). Quelque 239 agents de développement (AD) et 180 techniciens spécialisés (TS) dans 16 *woredas* ont été formés aux opérations agricoles, d'élevage et post-récolte.

Des centres de ressources de vulgarisation ont été établis dans 13 *woredas* et deux centres d'enseignement professionnel et technique en agriculture (ATVET). Un mécanisme de garantie de prêt a été mis sur pied avec quatre établissements de microcrédit – qui ont profité à 22 CFA pour générer des revenus en complément des programmes de vulgarisation pilotés par les agriculteurs.

Avec le soutien du ministère de

l'Agriculture, les comités de gestion de 36 CFA ont été formés au développement d'entreprises, à la gestion et à la comptabilité, afin de renforcer les prestations de services de vulgarisation dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages.

« Les technologies modernes dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, des systèmes post-récolte et de l'agroindustrie peuvent toutes accroître la productivité, la qualité des produits et les revenus des petits producteurs pauvres en ressources, explique le Directeur national pour l'Ethiopie, Aberra Debelo, mais les services de vulgarisation doivent être formés à aider les groupes marginalisés comme les femmes, les agropasteurs, les jeunes et les agriculteurs très pauvres. Les CFA ciblés, les AD et les TS sont la clé du développement et de la démonstration des meilleures pratiques – qui peuvent ensuite être étendues à un plus grand nombre de CFA et de *woredas*, » a-t-il ajouté.

Les 215 CFA établis dans 22 *woredas* ont de très faibles niveaux de capacités opérationnelles et l'objectif global est de les transformer en véritables tremplins pour le changement afin de favoriser la modernisation agricole et l'amélioration des moyens de subsistance. Un programme de suivi, d'évaluation et de formation a donc été élaboré pour les CFA modèles et les *woredas* cibles.



Des membres de la Coopérative de crédit et d'épargne des femmes de Danchuma (sous-municipalité de Tulla, Ethiopie du sud) ont appris à contrôler la qualité de la transformation du maïs.

Mali – un éventail de partenaires : un éventail de projets

La SAA au Mali a développé des projets en synergie avec plusieurs partenaires, y compris l'AGRA, Intersomil de l'USAID, le Programme alimentaire mondial et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA).

Avec le soutien du programme AGRA PASS, la technologie d'amendement par microdosage disséminée auprès de 45 302 petits exploitants, portant sur 94 829 hectares de cultures vivrières, a contribué à l'accroissement de la production de millet et de sorgho, les denrées de base de la population malienne. Le projet a également porté sur la construction de 23 magasins d'intrants et 20 structures d'entrepôts en warrantage afin d'améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants de production (engrais minéraux et semences de variétés améliorées) et aux marchés pour écouler leur production. Les participants au projet – des agriculteurs et leurs communautés – ont pu tirer un revenu substantiel du stockage groupé et de leur excédent de production agricole grâce à un usage averti des intrants. Les agriculteurs ont pu compléter leurs revenus par des activités rémunératrices basées sur le système du warrantage.

Inspiré du projet prometteur de microdosage, le programme d'accès au marché de la SAA Mali et d'AGRA a lancé, en 2011, une nouvelle initiative en vue d'améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés de la zone sud-ouest du Mali, qui abrite le premier projet de grenier agricole de l'AGRA. L'évaluation des besoins et le profilage des filières agricoles dans le site d'intervention du projet ont permis d'identifier le matériel de manutention post-récolte approprié et de mettre en place 10 centres post-récolte et de marché (CPRM) à travers les différents sites. Quelque 2 890 producteurs, dont 1 774 femmes, ont bénéficié d'une formation aux techniques de manutention post-récolte. Des démonstrations à la ferme portant sur des batteuses, des décortiqueuses à arachide et des égreneuses à maïs ont touché 3 025 producteurs, dont 1 413 agricultrices. Les Comités de gestion (CG) des CPRM se sont chargés de la planification des démonstrations du matériel de manutention post-récolte. Depuis, les CG ont été en mesure de fournir des services de manutention post-récolte aux agriculteurs individuels. Au Mali, la filière de l'arachide est dominée par les femmes et le décorticage est une tâche laborieuse. Une décortiqueuse à arachide mise au point et introduite par la SAA permet de réduire le temps de décorticage d'un sac d'arachides à trois heures au lieu de plus d'une journée.

Une technologie appropriée

Le projet SAA - Intersomil/USAID s'attache à ce que les agriculteurs bénéficient de la technologie appropriée pour cultiver leurs champs. Les technologies concernées sont un nouveau cultivar de millet (Toroniou), des niveaux modérés d'engrais minéraux, des techniques de collecte des eaux de pluie et d'autres améliorations culturelles. La SAA a réussi à fournir la technologie (meilleures pratiques pour les techniques de production agricole et les techniques de gestion post-récolte, interaction avec les marchés et les autres acteurs de la filière) et le suivi des activités et des résultats des producteurs. Les semences et les engrais sont financés par le programme Production-Commercialisation d'Intersomil et ils sont fournis en guise de crédits d'intrants aux agriculteurs. Les bâches sont un autre intrant très important qui leur est fourni ; elles permettent de procéder au battage hors sol et, ainsi, d'apporter des grains plus propres aux transformateurs. Les crédits d'intrants pour les semences et les engrais minéraux doivent ensuite être remboursés à l'association paysanne sous forme de grains au moment de la moisson. L'association réalise son bénéfice par l'obtention de grains plus propres et grâce aux prix plus élevés qu'elle peut tirer de leur vente plus tard dans l'année.

Avec le soutien de la Direction de l'Agriculture régionale de Ségou, la superficie sous culture intensive de millet a été augmentée de 500 hectares l'an dernier et commercialisée auprès de 17 nouvelles associations paysannes. Lorsqu'on l'ajoute aux 498 hectares exploités en 2010, le total des superficies qui bénéficient de la nouvelle technologie se monte à 1 498 hectares – en faisant intervenir 27 nouvelles associations paysannes.

La SAA, avec le soutien du FIDA, a promu un processus de développement piloté par le marché pour permettre aux producteurs de millet et de sorgho de répondre aux exigences d'un marché plus structuré et, lorsque c'est rentable, d'adopter des techniques d'accroissement de la productivité comme l'a montré l'Initiative Millet Sorgho 2.

Enfin, la SAA au Mali a collaboré avec le Programme alimentaire mondial pour faciliter la fourniture de denrées produites localement à l'initiative P4P du PAM.

La JICA finance un projet d'autonomisation

Neuf coopératives agroindustrielles rurales gérées par des femmes, comptant un total de 420 membres, sont actuellement soutenues par la SAA, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture éthiopien, dans le cadre d'un projet financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce Projet d'autonomisation des femmes sur trois ans encourage les groupements d'agricultrices et les coopératives à améliorer leurs techniques agroindustrielles et à produire plus de denrées alimentaires à valeur ajoutée adaptées au marché.

« L'objectif visé est d'augmenter les revenus plutôt que de se contenter de vendre des produits agricoles bruts meilleur marché, » explique le Responsable de projet Senayit Yetneberk, qui gère le projet avec le chargé de programme de la SAA, Sayako Tokusue.

Durant la première année du projet, des enquêtes de référence ont été entreprises et ont permis à six coopératives de recevoir une formation spécialisée. Cette formation s'est axée sur la transformation hygiénique des produits, leur conditionnement et leur étiquetage. Parmi les produits transformés figuraient de la farine fabriquée à partir de céréales, de légumineuses et d'épices. Des recettes ont été préparées et la qualité supérieure des produits a été immédiatement reconnue.

Compétences commerciales

Outre les aspects pratiques d'une production de meilleure qualité, une formation a été dispensée en compétences commerciales de base – une tâche ambitieuse car bon nombre des agricultrices étaient illettrées. Toutefois, des stages dans des domaines tels que les innovations commerciales, la planification d'entreprise et

les rudiments de gestion ont été organisés à l'aide d'affiches, d'histoires, de théâtre et de groupes de travail. Un guide du formateur, préparé par Women in Self-Employment – une ONG éthiopienne – a été suivi de près et il a joué un rôle décisif pour changer les mentalités des femmes rurales.

Un atelier sur la sensibilisation aux questions d'égalité des sexes a impliqué les membres de sept coopératives ainsi que leurs époux. C'est le Bureau des Affaires liées aux femmes, aux jeunes et aux enfants du woreda qui a assuré la formation. Les hommes ont été sensibilisés au travail supplémentaire dont doivent s'acquitter leurs femmes pour tenter d'améliorer les revenus du ménage.

Le projet a montré que les formations et les activités de suivi ont permis aux femmes rurales de prendre de l'assurance et de devenir plus compétentes sur le marché. Cette année, l'accent est mis sur la préparation d'un plan d'affaires, la formation à un bon régime nutritionnel pour la famille et les manifestations de promotion de marché. Des moulins ont été introduits dans huit coopératives pour transformer les produits et contribuer à la génération de revenus.



Des volontaires de la Coopération japonaise à l'étranger forment des groupes d'agriculteurs

Une délégation de la SAA et de SAFE, dirigée par le Directeur exécutif Aki Miyamoto, s'est rendue à Beijing en janvier pour rencontrer l'Académie chinoise des sciences de mécanisation agricole (CAAMS) afin de discuter d'éventuels domaines de collaboration pour le développement et l'approvisionnement en machines agroindustrielles.

La CAAMS se targue de maintes années d'expérience de travail avec les petits producteurs chinois – dont les besoins sont comparables à ceux des agriculteurs africains. L'équipe de la SAA a également négocié avec des agences collaboratrices de la CAAMS, la Société de matériel agricole moderne et la Compagnie de machines alimentaires.

« Nous avons souligné qu'il existe un besoin de technologies appropriées en fonction des différentes cultures, explique Leony Halos-Kim, Directrice de la Thématique 2 de la SAA, et que ces technologies sont portables et peuvent être dupliquées localement. »

La CAAMS propose également des stages techniques accélérés en Chine (parrainés par le gouvernement chinois) à l'intention des stagiaires étrangers.

Collaboration avec les Etats du Nigéria

Adamawa et Jigawa sont à l'avant-garde des Etats du nord du Nigéria qui ont signé le mémorandum d'accord avec la SAA.

Dans ces deux Etats, la SAA a mené une formation pré-campagne et mis en place des parcelles de démonstrations agricoles – avec 158 parcelles à option technologique (TOP), 425 démonstrations destinées aux femmes (WAD) et 1 205 parcelles d'essai de production (PTP). Du matériel technique, dans le cadre du programme de la Thématique 1 (PRAI), a été identifié et livré (Tableau 1).

Les machines ont été distribuées aux prestataires de services sur la base d'un crédit-bail. Inspiré par les gouverneurs des Etats d'Adamawa et de Jigawa, en août, le gouverneur exécutif de l'Etat de Gombe a débloqué 30 millions de nairas à l'intention de la SAA. Un plan de travail a depuis lors été élaboré avec l'Etat de Gombe. Une formation commerciale aux techniques entrepreneuriales a été organisée et deux projets de stages étudiants supervisés en entreprises (SEP) ont été mis sur pied à partir d'un fonds commun.

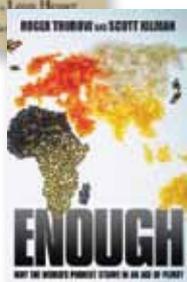
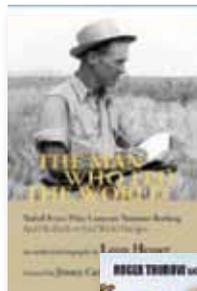
Tableau 1 : Equipement post-récolte et agroindustriel (PRAI)

Matériel	Etat de Jigawa	Etat d'Adamawa	Total
Presses motorisées à huile d'arachide	2	2	4
Rizeries	3	3	6
Batteuses polyvalentes	5	2	7
Etuveuses à riz	4	4	8
Torréfacteurs d'arachide	2	2	4
Extracteurs d'huile d'arachide	2	2	4
Malaxeurs d'arachide manuels	4	4	8
Batteuses à riz et à blé	3	2	5
Broyeurs à marteaux	3	2	5
Broyeurs humides	3	3	6
Nettoyeuses de grains	5	2	7
Presses à manioc	0	3	3
Racks de fermentation	0	3	3

Information publique

La SAA diffuse un certain nombre de publications, y compris le Rapport à l'occasion du 20e anniversaire de l'Association Sasakawa pour l'Afrique ; le bulletin de la SAA, Nourrir l'avenir, diverses publications thématiques et le Calendrier annuel de la SAA. Pour obtenir une liste détaillée, veuillez contacter info@raittorr.co.uk

En outre, les ouvrages suivants sont recommandés aux lecteurs : la biographie officielle de Norman Borlaug : *The Man Who Fed the World*. Leon Hesser. Durban House Publishing Company, Inc. 2006. et *Enough: Why the World's Poorest Starve in an Age of Plenty*. Roger Thurow et Scott Kilman. Public Affairs Publishing. 2009.



Numéro spécial -
20ème anniversaire
de la SAA



Rapport d'avancement
2009



Numéro 26



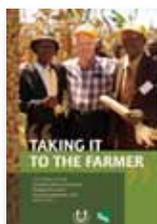
Numéro 27



Rapport d'avancement
2010



Setting the Grassroots on Fire:
Agriculture and Sasakawa
Global 2000 in Ghana
Joseph Kwarteng and
Ida Kwarteng



Taking it to the Farmer – Proceedings
from the SAA Feeding the Future
Borlaug Symposium, 2010,
Addis Ababa

Rédaction/ Edition :

Raith Orr & Associates, London, UK +44 (0)20 7250 8288

Maquette et impression sous la direction de :

B-Creative, Horsham, UK +44 (0)1403 274 742 www.b-creative.co.uk

Pour plus amples renseignements, veuillez contacter :

Bureau du Directeur général de la SAA

Dr Juliana Rwelamira
Managing Director, SAA
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 647 7667
Fax 251 11 647 7666
Courriel JRwelamira@saa-safe.org

Shushan Negussie
Administrative Manager
Courriel shushan@saa-safe.org

SAFE

Ethiopie

Dr Deola Naibakelao,
Managing Director, SAFE
Gurd Sholla,
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
PO Box 24135, Code 1000
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 6477665
Fax 251 11 6477666
Courriel n.deola@saa-safe.org

Dr Jeff Mutimba,
Program Co-ordinator
Eastern and Southern Africa
Courriel jmutimba@field.winrock.org

Japon

Masaaki Miyamoto,
SAA Executive Director,
SAA, 4th Floor, The Nippon Foundation
Building 1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052
Tél 81 3 6229 5460
Fax 81 3 6229 5464
Courriel miyamoto@saa-safe.org
yokoyama@saa-safe.org
seki@saa-safe.org

Suisse

Jean F. Freymond
Director, D@G – Geneva Dialogues
President, Network for Governance,
Entrepreneurship & Development (GE&D)
c/o BHF, International Environment House
7-9 Chemin de Balxert
1219 Châtelaine (Geneva)
Tél 41 79 256 5360
Fax 41 22 776 0142
Courriel jeanfreymond@gmail.com

Royaume-Uni

Patrick Orr
Information Consultant
Raith Orr & Associates Ltd
Ground Floor, CAN Mezzanine
49-51 East Road
Old Street
London N1 6AH
Tél 44 (0)20 7250 8288
Courriel patrick@raittorr.co.uk

Etats-Unis

P. Craig Withers, Jr
Director of Program Support
Global 2000 of The Carter Center
One Copenhill, 453 Freedom Parkway
Atlanta, Georgia 30307
Tél 1 404 420 3830
Fax 1 404 874 5515
Courriel cwithers@emory.edu

Programmes-pays de la SAA

Ethiopie

Dr Aberra Debelo,
Country Director,
Sasakawa-Global 2000
PO Box 12771
Addis Ababa, Ethiopia
Tél 251 11 5528509/10
Fax 251 11 5528507
Courriel aberrad@saa-safe.org

Mali

Dr Abou Berthe,
Country Director
Sasakawa-Global 2000
Kanu-Magnambougou
Rue 6885, BP E3541, Bamako
Tél/Fax 223 220 5834
Courriel bertheab@saa-safe.org

Nigeria

Dr. Sani Miko
Sasakawa Global 2000
No. 8, Kura Road
Off Magajin Rumfa Road
Nassarawa GRA
PMB 5190
Kano, Kano State
NIGERIA
Tél 234 080 6648 2663
Courriel sanimiko@saa-safe.org

Ouganda

Dr Roselline Nyamutale,
Country Director
Sasakawa-Global 2000
Plot 15A Clement Hill Road
Ruth Towers, Nakasero
PO Box 6987, Kampala
Tél 256 41 434549
256 31 2261180
Fax 256 31 2264180
Courriel rnyamutale@saa-safe.org

Visitez le site
web de la SAA
www.saa-safe.org